

Numéro 253



LEMIAG

14 MAI 2026

250

Fragile

Transition énergétique

Baromètre CCITF 2026

**ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR EN TUNISIE**

**LA TUNISIE
QUI GAGNE**

CULTURE
Parc du Belvédère

TALENTS & REUSSITES
MANAGERS 'S CORNER
MEMENTO
CULTURE
LIFESTYLE
REGARDS CROISES



Notre engagement reconnu, votre confiance récompensée.

- ✓ Meilleure banque sur le marché de change en Tunisie par Global Finance
- ✓ Meilleure banque en Tunisie décernée par Euromoney
- ✓ Meilleure gouvernance bancaire en Tunisie attribuée par Capital Finance International
- ✓ Meilleure stratégie de digitalisation en Afrique du Nord attribuée par Capital Finance International
- ✓ Contribution exceptionnelle au développement de la jeunesse en Tunisie attribuée par Capital Finance International

www.biat.com.tn



Économie tunisienne 01
Quels sont les trois risques majeurs pour l'économie tunisienne actuellement ?

Transition énergétique en Tunisie 02
le Pr Adel Ben Youssef appelle à « électrifier l'économie » pour briser la dépendance au gaz

Enseignement supérieur 03
chiffres clés, étudiants, diplômés et recherche en forte activité pour l'année 2024-2025

MEMENTO 04

- Secteur
- Entreprise
- Droit Des Affaires
- Le Guide
- Lexique



LA TUNISIE QUI GAGNE 05
Jihene Touati (Arzaak) : Quand la Tech propulse l'artisanat vers de nouveaux horizons économiques

CULTURE 06
Parc du Belvédère : un projet de rénovation sera lancé pour moderniser le poumon vert de Tunis

CHROBIQUE DU TEMPS D'AVANT 07
Dessinez-moi le monde

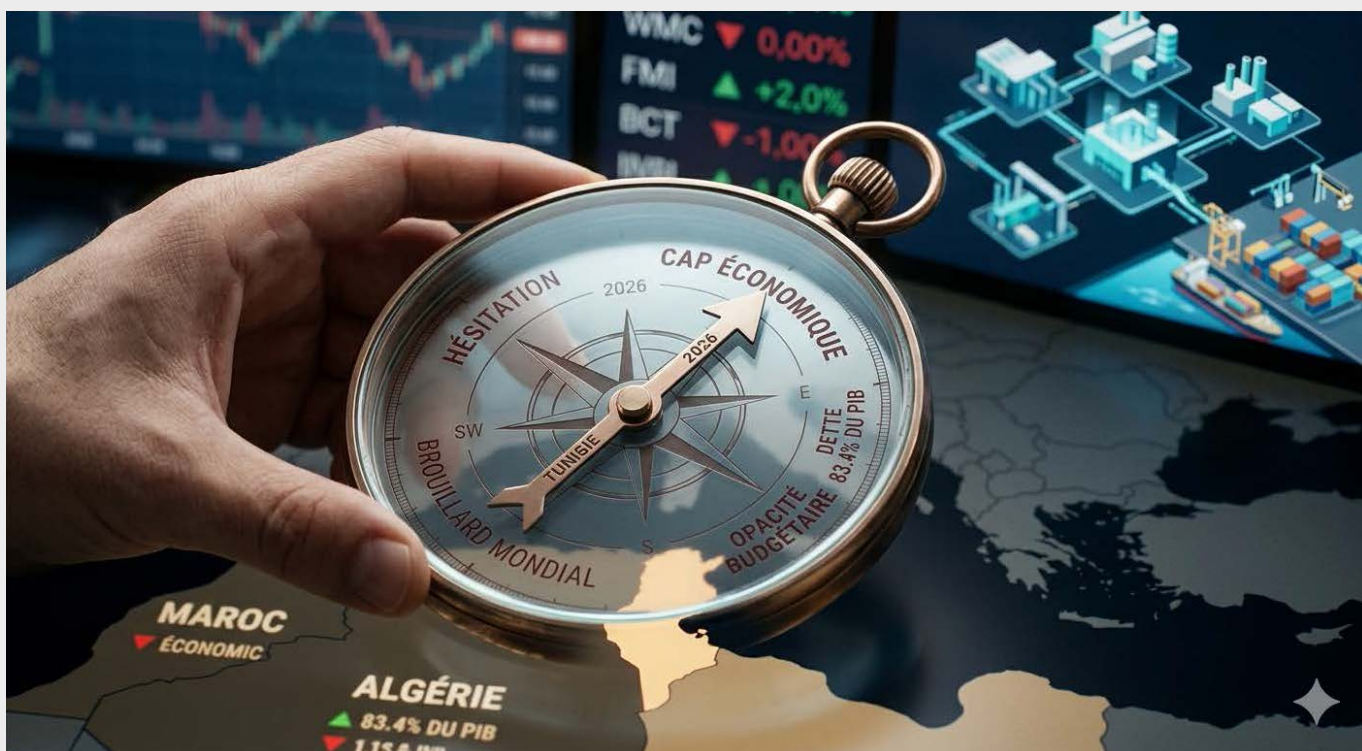
Notre énergie
c'est vous



 HYUNDAI

Économie tunisienne |

Quels sont les trois risques majeurs pour l'économie tunisienne actuellement ?



En apparence, l'économie tunisienne traverse une phase de stabilité relative. Cependant, une analyse approfondie révèle des dynamiques souterraines puissantes qui reconfigurent les équilibres macroéconomiques et les perspectives des entreprises. Trois signaux majeurs, souvent sous-estimés, méritent une attention

stratégique immédiate : la compression critique des finances publiques, la reprise en trompe-l'œil des marchés internationaux, et l'érosion implacable du pouvoir d'achat.

Finances publiques : la contrainte budgétaire devient un étai

Le premier signal est sans équivoque : l'État tunisien évolue

dans un espace budgétaire de plus en plus exigu. Pris en tenaille entre des besoins de financement élevés et un accès drastiquement limité aux ressources extérieures, le gouvernement est contraint à des arbitrages délicats. Le principal sacrifié de cette équation est l'investissement public, moteur essentiel de la croissance à long terme. Cette situation accentue les déséquilibres structurels et réduit la visibilité pour le secteur privé, confronté à l'incertitude fiscale et à l'allongement des délais de paiement publics.

« **Le principal sacrifié de cette équation est l'investissement public, moteur essentiel de la croissance à long terme, accentuant les déséquilibres structurels de la Tunisie.** »

La «Vision» (Enjeu long terme) :

International : une accalmie fragile et dépendante

Sur le front extérieur, l'environnement envoie des messages contradictoires. Si les marchés financiers montrent une accalmie après des trimestres de volatilité, cette stabilisation est factice. Elle reste totalement tributaire des politiques monétaires des grandes banques centrales. La trajectoire des taux d'intérêt continue de dicter les flux de capitaux mondiaux. Pour la Tunisie, cela signifie que toute fenêtre d'opportunité pour dynamiser les exportations ou lever des fonds reste étroite, éphémère et soumise à des facteurs exogènes hors de contrôle.

**La «Preuve» (Fait concret) :
Demande intérieure : le moteur s'enraye**

Enfin, le troisième signal touche au cœur de l'économie locale : la consommation des ménages. Traditionnel moteur de croissance, le pouvoir d'achat subit la pression conjuguée de l'inflation et d'une stagnation des revenus. Les arbitrages des consommateurs sont de plus en plus serrés, entraînant une consommation sélective, voire contrainte. Pour les entreprises opérant sur le marché local, la donne change : les volumes ralentissent, la sensibilité aux prix explose, et la fidélité aux marques s'effrite.

« **Le pouvoir d'achat subit la pression conjuguée de l'inflation et d'une stagnation des revenus, entraînant une consommation sélective, voire contrainte.** »

En conclusion, ces trois signaux dessinent un environnement économique exigeant où les marges d'erreur se réduisent. La Tunisie entre dans une phase où la gestion fine des équilibres devient déterminante.



Mondial 2026

La Coupe du monde 2026, prévue du 11 juin au 19 juillet aux États-Unis, au Canada et au Mexique, pourrait générer des revenus records dépassant les 80 milliards de dollars, selon une étude conjointe de la FIFA et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Une édition élargie et très lucrative

Cette édition sera la première à réunir 48 sélections pour un total de 104 matches. Elle devrait attirer environ 6,5 millions de visiteurs.

Les dépenses des supporters sont estimées à 13,9 milliards de dollars, contribuant à une hausse de l'activité économique mondiale d'environ 40,9 milliards de dollars. L'étude prévoit également la création de plus de 824 000 emplois à temps plein.

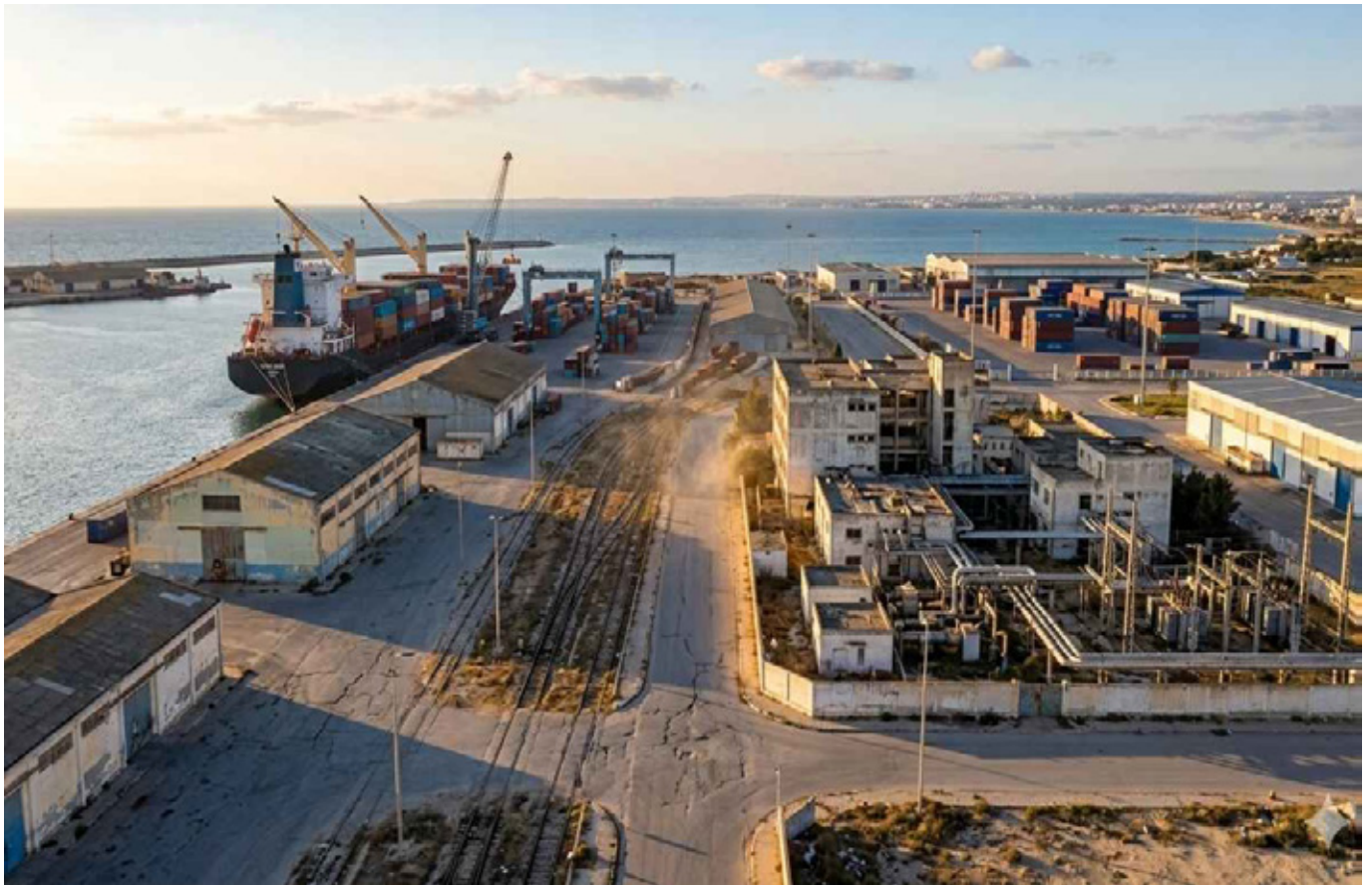
États-Unis et grandes villes en tête des bénéficiaires

Les États-Unis devraient être le principal bénéficiaire de l'événement, avec des revenus estimés à 17,2 milliards de dollars et environ 3,4 milliards de dollars de recettes fiscales. Le pays pourrait également générer près de 185 000 emplois.

Au niveau des villes hôtes, Los Angeles arrive en tête avec des recettes proches de 594 millions de dollars, devant les autres métropoles organisatrices.

La Tunisie - FMI |

Un retour possible ? Entre diplomatie contrainte et réformes déniées !



La participation de la Tunisie aux réunions du FMI en 2026 marque un dégel diplomatique, mais le blocage politique persiste. Entre un discours souverainiste et un délabrement systémique des infrastructures (SONEDE, STEG), le pays

applique paradoxalement les réformes du FMI sans en assumer le coût politique ni bénéficier de ses financements à taux réduit.

En participant de haut niveau aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, la Tunisie envoie un signal diplomatique fort

après quatre années de rupture assumée. Pour Ecoweek, il s'agit « d'un signal de bon augure ». Mais derrière ce geste, le pays reste prisonnier d'un double paradoxe : un blocage politique qui empêche tout accord et des réformes du FMI appliquées sans être assumées. Entre illusions souverainistes, réalités financières et dérive informelle, la Tunisie se retrouve face à un choix historique.

La «Vision» (Immobilisme) : « La Tunisie ne peut continuer à se complaire dans un immobilisme d'un autre âge alors que ses fleurons publics — Tunisair, CPG, Sonède, STEG — s'enfoncent dans une spirale de défaillance. » (Hechmi Alaya)

Le délabrement systémique : miroir de l'immobilisme

L'État tunisien du 21^{ème} siècle s'enferme dans un discours souverainiste et peine à assurer ce qui relève du socle minimal d'un État moderne : la maintenance de ses infrastructures essentielles. La dégradation n'est plus marginale : elle est systémique. Il suffit d'observer l'état des routes, des réseaux d'assainissement ou des ouvrages hydrauliques.

Les entreprises publiques censées garantir les services vitaux n'ont plus les moyens d'entretenir leurs équipements. La SONEDE affiche des taux de fuite d'eau dépassant 30% dans certaines régions, tandis

que la STEG peine à renouveler des infrastructures vieillissantes, aggravant les risques de rupture d'approvisionnement. Ce déclin révèle une vérité que le discours politique peine à assumer : l'absence de réformes ne protège pas l'État social — elle l'érode. Comme le souligne l'économiste Hechmi Alaya, la Tunisie ne peut continuer à « se complaire dans un immobilisme d'un autre âge » alors que ses fleurons publics s'enfoncent dans une spirale de défaillance.

La «Punchline» (Coût politique) : « La Tunisie applique les réformes du FMI sans en assumer le coût politique, ce qui aggrave la perte de confiance des investisseurs. » (Larbi Ben Bouhali)

Le grand paradoxe : des réformes appliquées, mais à quel prix ?

Le nœud du problème est désormais politique. Tant que le refus de tout « diktat étranger », l'opposition historique de l'UGTT et l'absence de consensus national persisteront, les



Marathon des Palais

Une journée d'études intitulée "La Manouba : Histoire, Mémoire et Patrimoine" se tiendra le 9 mai 2026 à la Bibliothèque régionale de la Manouba, dans le cadre de la 35^{ème} édition du Mois du Patrimoine (18 avril-18 mai), placée cette année sous le thème "Patrimoine et Architecture". Cette rencontre sera organisée également en prélude à l'événement culturel et sportif "Marathon des Palais", prévu le 14 juin prochain.

Pensé comme bien plus qu'une simple manifestation sportive, le "Marathon des Palais" ambitionne de mettre en valeur la richesse architecturale et historique de la région de la Manouba, en invitant à redécouvrir ses palais et monuments à travers un parcours alliant effort physique et immersion patrimoniale. Il s'inscrit ainsi dans une approche de valorisation du territoire, où patrimoine, mémoire et pratiques contemporaines se rejoignent.

Organisée par l'Association "Manouba pour les Monuments et la Culture" (AMMC), en collaboration avec le Club Business Coaching (CBC) Manouba, et en partenariat avec le Gouvernorat de Manouba, la Direction régionale des Affaires culturelles, le Laboratoire "Régions et Ressources Patrimoniales de la Tunisie" ainsi que la Bibliothèque régionale de la Manouba, cette journée d'études ambitionne de proposer un espace de réflexion et d'échange autour de l'histoire de la région, de ses héritages multiples et des enjeux liés à leur préservation.

■ A LA UNE

discussions resteront sans conséquences. Pourtant, une fenêtre d'opportunité fragile existe, portée par des évolutions géopolitiques et syndicales.

Le plus surprenant est que la Tunisie applique déjà les réformes du FMI... tout en refusant le prêt. Le budget 2026 prévoit de limiter la masse salariale à 13 % du PIB, exactement le seuil demandé par le Fonds. Le gouvernement évoque désormais ouvertement la restructuration des entreprises publiques, dont plusieurs sont en faillite technique.

Cette contradiction est coûteuse. Pour se financer, l'État emprunte massivement — souvent à des taux supérieurs à 8 % — auprès de la BERD ou sur le marché domestique, alors que le prêt du FMI aurait été assorti d'un taux proche de 3 %. Larbi Ben Bouhali, expert en finance, résume parfaitement ce paradoxe : « La Tunisie applique les réformes du FMI sans en assumer le coût politique, ce qui aggrave la perte de confiance des investisseurs. » Aucune réforme ne peut réussir si elle n'est pas assumée politiquement.

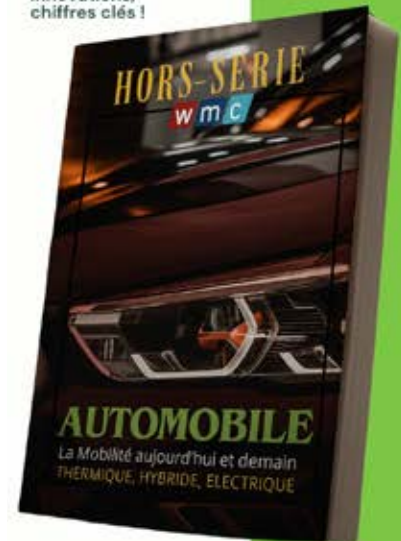
en bref

- **Dégel Diplomatique** : La Tunisie participe aux réunions du FMI/Banque mondiale en 2026, brisant quatre ans d'isolement. Un signal positif, mais sans effet immédiat sur un accord.
- **Blocage Politique Persistant** : Le refus des « diktats », l'opposition de l'UGTT et l'absence de consensus bloquent tout prêt structurel, malgré une fenêtre d'opportunité fragile.
- **Délabrement Systémique** : L'immobilisme politique traduit un délabrement matériel grave des infrastructures (routes, eau, électricité). La SONEDE et la STEG ne peuvent plus assurer la maintenance.
- **Le Grand Paradoxe** : La Tunisie applique discrètement les réformes du FMI (masse salariale limitée à 13% du PIB) mais refuse le prêt associé à 3%, se finançant à des taux supérieurs à 8%.
- **Érosion de l'État Social** : L'absence de réformes assumées politiquement n'est pas une protection, mais une érosion rampante de l'État social par manque de financement et de pilotage.

Nouveau AUTOMOBILE 2025

Thermique,
Hybride,
Électrique

marques,
innovations,
chiffres clés !



www.webmanagercenter.com



Kiosque Numérique

HORS-SÉRIES



LEMAG

WEBMAG



REVUES, ÉTUDES
ET DOCUMENTS

La Semaine ECO | Ormuz, le baril et Tunis |

L'économie tunisienne tremble, autopsie d'une vulnérabilité



Il suffit parfois d'un détroit pour révéler la fragilité d'un modèle économique. En avril 2026, Ormuz n'est pas un sujet lointain réservé aux stratégies de l'énergie : c'est un test de vérité pour la Tunisie. Quand le pétrole redevient une arme géopolitique, nos faiblesses budgétaires, industrielles et réglementaires cessent d'être des débats d'experts. Elles deviennent une facture nationale. Les

signaux d'alerte actuels racontent en réalité une seule histoire : la Tunisie souffre moins d'un manque de diagnostics que d'un manque de doctrine économique.

Une Stabilité Illusoire sous Pression

Le constat est sans appel. La transition industrielle européenne, vital pour nos exportations, ne rassure plus. Le retour partiel au thermique en Europe, dicté par un réflexe

de souveraineté face à la Chine, expose la chaîne de valeur automobile tunisienne à une instabilité accrue. Parallèlement, notre stabilité apparente n'est qu'une illusion comptable : finances publiques compressées, environnement international hostile et demande intérieure sapée par l'inflation.

Le pays pratique une forme de «réforme honteuse» : il applique sans assumer. Si la Tunisie renoue diplomatiquement avec le FMI, elle reste politiquement incapable de conclure un accord. Pourtant, le budget 2026 avance des ajustements proches des

exigences du Fonds (masse salariale limitée à 13 % du PIB), mais sans récit politique lisible. Ce flou n'est pas de la souveraineté : c'est une taxe supplémentaire sur la confiance. De plus, le climat des affaires reste piégé. Le baromètre CTFCI 2026 montre que 83 % des entreprises tuniso-françaises jugent le nouveau Code du travail pénalisant, introduisant une rigidité néfaste face aux fluctuations de la demande européenne.

L'Onde de Choc d'Ormuz

C'est dans ce contexte précaire que survient le choc d'Ormuz. Le détroit, artère systémique par où transitent 25 % du commerce mondial de pétrole, est bloqué. Les marchés réagissent violemment : le Brent a rebondi à 96,49 dollars le baril. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) ne parle plus d'un simple soubresaut de prix, mais d'un choc capable de casser la demande, prévoyant une contraction mondiale de 80 kb/j. Le FMI a, de son côté, abaissé la croissance mondiale à 3,1 %.

Pour la Tunisie, l'équation est brutale : un pétrole plus cher frappe simultanément le déficit, le coût du transport, les marges industrielles et la crédibilité budgétaire. Le choc d'Ormuz ne vient pas créer nos fragilités ; il vient les révéler.

L'Impératif de Transformation

La comparaison régionale est impitoyable. Le Maroc consolide sa profondeur industrielle (gigafactory de Gotion, extension de Stellantis), projetant ses exportations automobiles vers de nouveaux sommets. L'Algérie renforce sa rente énergétique par de nouveaux appels d'offres massifs. La Tunisie, ne pouvant rivaliser sur ces terrains, doit miser sur l'agilité réglementaire, la sous-traitance à plus forte valeur, et la digitalisation.

La réussite de l'initiative «Arzaak», transformant un savoir-faire traditionnel par le digital, montre la voie : le pays productif invente ses propres échappatoires. Mais cela suppose trois ruptures nettes : cesser de traiter la réforme comme une opération de communication négative, libérer les entreprises exportatrices, et réorienter l'action publique vers la logistique et les compétences. Sans cela, la Tunisie restera prise entre un État qui rationne et un privé qui attend. Le vrai détroit tunisien est l'étroitesse de notre décision publique.

en bref

- **Choc Géopolitique** : La fermeture du détroit d'Ormuz (25% du pétrole mondial) fait bondir le Brent à près de 96,50 \$ et menace la croissance mondiale (abaissée à 3,1% par le FMI).
- **Alerte sur la Croissance** : Le FMI projette une croissance atone de 2,1 % pour la Tunisie en 2026, insuffisante pour un décollage économique.
- **Fragilité Européenne** : Le ralentissement industriel allemand et le virage souverainiste européen sur le thermique menacent la chaîne de valeur automobile tunisienne.
- **Climat des Affaires Rigide** : 83% des entreprises tuniso-françaises jugent le nouveau Code du travail pénalisant pour la flexibilité à l'export.
- **Urgence de Réformes** : La Tunisie doit passer d'une «réforme honteuse» (ajustements sans accord FMI lisible) à une stratégie de transformation structurelle axée sur l'agilité et le digital.

Transition énergétique en Tunisie |

Le Pr Adel Ben Youssef appelle à « électrifier l'économie » pour briser la dépendance au gaz



Longtemps freinée par des blocages institutionnels, la Tunisie opère un tournant stratégique dans sa transition énergétique. Si les objectifs de 35% d'énergies renouvelables à l'horizon 2030 deviennent crédibles, le Pr Adel Ben Youssef avertit : la production ne suffit plus. L'enjeu critique est

désormais l'électrification profonde des secteurs productifs et des transports publics pour garantir la souveraineté nationale face à la dépendance au gaz algérien et moderniser le tissu industriel. Le verrou institutionnel enfin sauté

Pendant des années, la transition

énergétique tunisienne a piétiné. Pour le Pr Adel Ben Youssef, maître de conférences en sciences économiques à l'Université Côte d'Azur, le diagnostic est clair : le problème n'était pas technologique, mais institutionnel. Un cadre légal incomplet, des procédures lourdes et un pilotage administratif fragmenté ont longtemps découragé les investisseurs et freiné l'adhésion citoyenne, malgré une maturité technologique avérée.



**La «Preuve» :
« Les objectifs
deviennent réalistes
: 35% d'énergies
renouvelables en 2030
et 50% en 2035. Ce
sont des ambitions
crédibles, à condition
de maintenir la
dynamique actuelle. »**

Ce retard a eu un coût économique et stratégique majeur, exacerbant la dépendance structurelle au gaz algérien et fragilisant la balance énergétique du pays face à la volatilité des prix internationaux. Aujourd'hui, un changement de paradigme est visible. Avec un cadre réglementaire clarifié et une accélération des projets, les ambitions de 35% d'énergies renouvelables en 2030 et 50% en 2035 deviennent, selon l'expert, réalistes.

Au-delà de la production: le chantier de l'électrification

Cependant, le Pr Ben Youssef insiste: la bataille de la production n'est que la première étape. Le véritable défi stratégique réside désormais dans l'électrification de l'économie. Cela implique une transformation en profondeur

des secteurs productifs pour substituer l'électricité renouvelable au gaz. Si le textile et certaines industries exportatrices, pressés par les donneurs d'ordre européens, ont amorcé ce virage, une grande partie du tissu industriel reste à moderniser. Électrifier, c'est remplacer les équipements énergivores et intégrer des systèmes intelligents pour améliorer la compétitivité globale des entreprises tunisiennes.



**La «Vision» : « Pour
le Pr Ben Youssef, la
transition énergétique
tunisienne n'est pas
un luxe écologique.
C'est une nécessité
économique,
une opportunité
industrielle, et un levier
de souveraineté. »**

Transports : l'urgence d'une approche par flottes

Le secteur des transports incarne le retard le plus préoccupant. Face à un écosystème incomplet — manque de mécaniciens formés, absence de centres techniques spécialisés et filières de maintenance embryonnaires — la simple multiplication des bornes de recharge ne suffira pas.

“Green ANPE-IA 5.0”

L'Agence nationale de protection de l'environnement (ANPE) a annoncé vendredi le lancement d'une nouvelle approche méthodologique innovante intitulée "5.0 - Green ANPE-IA», dans le cadre de son engagement en faveur de la transition numérique, de la modernisation de l'administration publique et du renforcement de la gouvernance.

Dans un communiqué publié vendredi, le ministère de l'Environnement a précisé que l'objectif est de répondre rapidement aux défis actuels et d'améliorer la qualité des services fournis aux citoyens et aux institutions.

Cette méthodologie vise principalement à réaliser un saut qualitatif dans les activités numériques de l'Agence, en passant d'une gestion cloisonnée et papier vers un Système d'information environnementale Intégré (SIEI) capable de digitaliser, automatiser et valoriser les données environnementales de toute la Tunisie.

Cela permet une compréhension plus précise des différents processus et améliore l'efficacité de la gestion, tout en établissant une base de données environnementale unifiée qui renforce la prise de décision et la transparence de l'action environnementale.

Cette orientation s'inscrit également dans une démarche visant à garantir la durabilité du développement et à renforcer la compétitivité de l'économie nationale.



La “Punchline”: « Électrifier l'économie, c'est un chantier industriel, pas seulement énergétique. »

Pour briser ce plafond de verre, le Pr Ben Youssef préconise une stratégie pragmatique: l'approche par flottes. Plutôt que de miser sur l'adoption individuelle, l'État doit prioriser l'électrification des bus publics, des taxis et de son propre parc automobile. Cette standardisation permettrait de structurer le marché, de centraliser l'apprentissage technique et de réduire les coûts. L'expert évoque notamment la piste d'un partenariat avec la Chine pour l'acquisition de bus

électriques via des financements étalés.

Anticiper le défi industriel du recyclage

Enfin, la vision souverainiste du Pr Ben Youssef intègre une dimension souvent occultée : la gestion de la fin de vie des batteries. Alors que l'Europe fait face à ses premières limites en capacité de recyclage, la Tunisie doit impérativement anticiper. Créer dès à présent des normes environnementales, concevoir des centres de recyclage et nouer des partenariats technologiques est crucial pour éviter d'importer une crise écologique future. La transition énergétique tunisienne n'est pas un luxe écologique, c'est une nécessité économique et un levier de souveraineté.

A.B.A

en bref

- **Blocage Institutionnel Révolu** : Le retard historique n'était pas technologique, mais structurel (cadre légal incomplet, bureaucratie).
- **Objectifs 2030/2035 Crédibles** : L'amélioration du cadre réglementaire rend atteignables les caps de 35% et 50% d'ENR.
- **Impératif d'Électrification** : Le défi majeur n'est plus la production, mais la conversion des secteurs productifs à l'électricité pour réduire la dépendance au gaz.
- **Stratégie de Transports via Flottes** : L'électrification doit cibler en priorité les bus, taxis et parcs de l'État pour structurer l'écosystème de maintenance.
- **Anticipation du Recyclage** : La Tunisie doit planifier dès maintenant la gestion et le recyclage des batteries pour garantir sa souveraineté industrielle.



A. ne pas rater

- ✓ HEBDO
- ✓ HORS-SERIES
- ✓ DOCUMENTS - RAPPORTS
- ✓ COLLECTIONS

CONTACT US 



Phone Number:
+216. 71 962 775



Website:
webmanagercenter.com



UNE SÉLECTION DE CARTES adaptées à vos besoins



Crise industrielle en Europe |

L'onde de choc menace directement la colonne vertébrale exportatrice de la Tunisie



et menaçant, par effet de domino, ses partenaires historiques, dont la Tunisie.

La fin de l'âge d'or industriel allemand

La perte de compétitivité de l'Allemagne n'est pas un phénomène passager. Selon le Pr Ben Youssef, elle résulte de la convergence de plusieurs facteurs critiques. « Les coûts de production ont explosé, notamment depuis la crise énergétique, et les prix de l'électricité sont devenus prohibitifs », analyse-t-il. À cela s'ajoutent la fragilisation du pacte social allemand, une baisse de la capacité d'innovation et la fin de la dépendance stratégique au gaz russe bon marché, qui constituait un pilier de son modèle.



La "Vision" : « La fragilité allemande n'est qu'un symptôme d'un mouvement plus profond : la fin de la globalisation telle que nous l'avons connue. »

La perte de compétitivité structurelle de l'Allemagne, exacerbée par les coûts de l'énergie et son retard dans l'électrique face à la Chine, impacte directement la Tunisie. Intégrée depuis des décennies dans les chaînes de valeur automobiles germaniques via l'exportation de composants et faisceaux, l'industrie tunisienne est exposée à un risque

systémique majeur dû au ralentissement de son principal partenaire.

Longtemps considérée comme la locomotive industrielle inarrêtable de l'Europe, l'Allemagne traverse aujourd'hui une crise profonde qui dépasse largement les turbulences conjoncturelles. Pour le Pr Adel Ben Youssef, expert en sciences économiques, ce diagnostic est sans appel : le modèle germanique subit une érosion structurelle majeure, redessinant la carte mondiale de l'automobile



La “Preuve” : « Si l’Allemagne perd des parts de marché [...], cela signifie moins de commandes, moins d’investissements et moins de perspectives pour les sous-traitants tunisiens. »

Le piège stratégique de l’électrique face à la Chine

Le basculement vers le véhicule électrique (VE) a révélé la vulnérabilité du colosse allemand. Si l’Allemagne dominait le thermique grâce à son ingénierie moteur, le VE déplace la valeur vers la batterie, un domaine où la Chine détient une avance écrasante. « Les constructeurs allemands sont arrivés trop tard dans la bataille », explique l’expert. Pris au piège, plus ils avancent dans l’électrique, plus ils deviennent dépendants des technologies chinoises, perdant ainsi l’avantage technologique qui faisait leur force.



La “Punchline” : « La fragilité allemande devient la fragilité tunisienne. »

L’impact direct sur la Tunisie : un risque systémique

Ce ralentissement germanique n’est pas une crise lointaine pour Tunis. L’industrie tunisienne est profondément intégrée, depuis des décennies, dans les chaînes de valeur automobiles allemandes, notamment via l’exportation massive de câblages (faisceaux) et de composants mécaniques. Le Pr Ben Youssef prévient : « Si l’Allemagne perd des parts de marché, cela signifie moins de commandes, moins d’investissements et moins de perspectives pour les sous-traitants tunisiens. » La fragilité allemande devient ainsi, par ricochet, une fragilité systémique pour l’économie tunisienne.

Vers une recomposition nécessaire des alliances

Face à ce constat, l’Allemagne envisage des stratégies de survie, comme un retour tactique partiel vers le moteur thermique pour les marchés émergents, ou des coopérations sino-allemandes accrues. Pour la Tunisie, cette crise marque la fin d’une époque de globalisation linéaire. L’urgence est désormais à la diversification. Pour l’expert, il devient impératif pour la Tunisie de repenser ses alliances, ses marchés et de regarder vers le Sud, au-delà de son partenaire historique du Nord.

A.B.A

en bref

- **Crise Structurale Allemande** : Explosion des coûts de production et de l’énergie, marquant la fin d’un modèle de compétitivité durable.
- **Retard Technologique** : Perte de leadership face à la Chine dans le secteur crucial de la batterie pour véhicules électriques.
- **Piège Stratégique** : Dépendance accrue envers la Chine lors de la transition électrique, poussant l’Allemagne à envisager un retour tactique au thermique.
- **Menace sur la Tunisie** : L’industrie tunisienne, sous-traitante clé (faisceaux, composants), subit directement le ralentissement de son principal partenaire.
- **Urgence de Recomposition** : La Tunisie doit impérativement diversifier ses alliances et ses marchés, notamment vers le Sud, face à la fin de cette globalisation.

BRAND CONTENT

CONTENU DE MARQUE

BH ASSURANCE

HORIZON

4 Conseils pour bien préparer votre retraite

La fin d'une carrière professionnelle, cela s'anticipe dès maintenant. Disposer d'une solide épargne, c'est capital en prévision de la retraite. Quel que soit votre profil d'épargnant, il est possible de souscrire à l'Assurance Epargne Retraite Horizon de BH Assurance. Un complément de retraite adapté à tous les niveaux de vie avec des opportunités de cotisation pour fructifier son épargne par des placements financiers à un taux de rendement des plus avantageux.

Avec Epargne Retraite Horizon, vous pouvez commencer votre plan avec une prime périodique minimale de 50 DT par mois et bénéficier des avantages fiscaux à court et long terme. Le produit d'assurance vie d'Assurance vous permet de bien fructifier votre épargne sur toute la durée du contrat et également de profiter de l'égalité de profit.

مشارك مقترح

Commencez à épargner au plus tôt

Par définition, l'Epargne Retraite ne se constitue pas au tout dernier moment. Dans l'idéal, elle se prépare même sur le très long terme. Il n'est donc jamais trop tôt pour commencer à mettre régulièrement de l'argent de côté pour votre retraite.

SMEDI



Le Groupe SMEDI dont la société mère est SMEDI International (Service Médical International), est une société de services médicaux à capitaux privés fondée en 2007. Présente dans une dizaine de pays, SMEDI s'est imposée au cours de la dernière décennie comme un acteur majeur, professionnel et fiable dans les soins à l'étranger, offrant des services d'assistance, de facilitation et de conciergerie médicale en Afrique, au Moyen-Orient et probablement dans le monde entier.

(comme les centres de convalescence et les résidences pour seniors), la conception et la réalisation de structures hospitalières, ainsi que le tourisme et les voyages.

SMEDI CARE est le leader en Tunisie et probablement en Afrique dans le domaine de l'assistance, de la facilitation et de la conciergerie médicale. L'entreprise assure des services qui rendent le parcours de soins des patients sans faute, réus-

Le Groupe SMEDI comprend quatre sociétés principales : SMEDI Care, SMEDI Nursing et ses filiales, SMEDI Invest, et SAFAR Tourisme & Voyages. Il intervient dans plusieurs secteurs d'activité, notamment la gestion et l'optimisation des parcours de soins, la réalisation et l'exploitation de structures d'hébergement médicalisé.



البنك التونسي
BANQUE DE TUNISIE

Pack Aziz Fi Bledi

Vous êtes un tunisien résidant à l'étranger, et vous attendez de votre banque en Tunisie qu'elle vous offre des produits et services simples, pratiques et économiques? Découvrez le pack «Aziz fi bledi» pour gérer votre argent en toute tranquillité et avec des avantages tarifaires exceptionnels dont la gratuité des frais de virements reçus de l'étranger.

- Un accès BTNET.
- Un compte de dépôt optionnel.

Avantages Exclusifs:

- En souscrivant le pack «Aziz fi bledi», vous bénéficiez des avantages suivants:
 - Une économie de 30% sur le tarif standard des produits et services du Pack
 - La gratuité des frais de virements reçus de l'étranger
 - La gratuité des frais de virements inter comptes
 - La gratuité de vos retraits initiés par vos cartes sur tout le réseau BT
 - Un accès à distance et sécurisé pour le suivi et la gestion de vos comptes via BTNET.

Les Produits et services du Pack :

- Le Pack «Aziz fi bledi», est une offre globale de produits et services composée de:
 - Un compte en devises
 - Un compte en dinars convertibles
 - Un compte épargne en dinars
 - Deux cartes bancaires internationales (*)

(*) rattachées à vos comptes en devises et en dinars convertibles.

Un financement de investissements en à des conditions privil

Tarifation:

En choisissant le pack fi bledi, vous profitez de la facturation économique comprenant:

- Les frais de tenue de
- Les cotisations à VISA ou MasterCard
- L'abonnement à BT

Comment souscrire

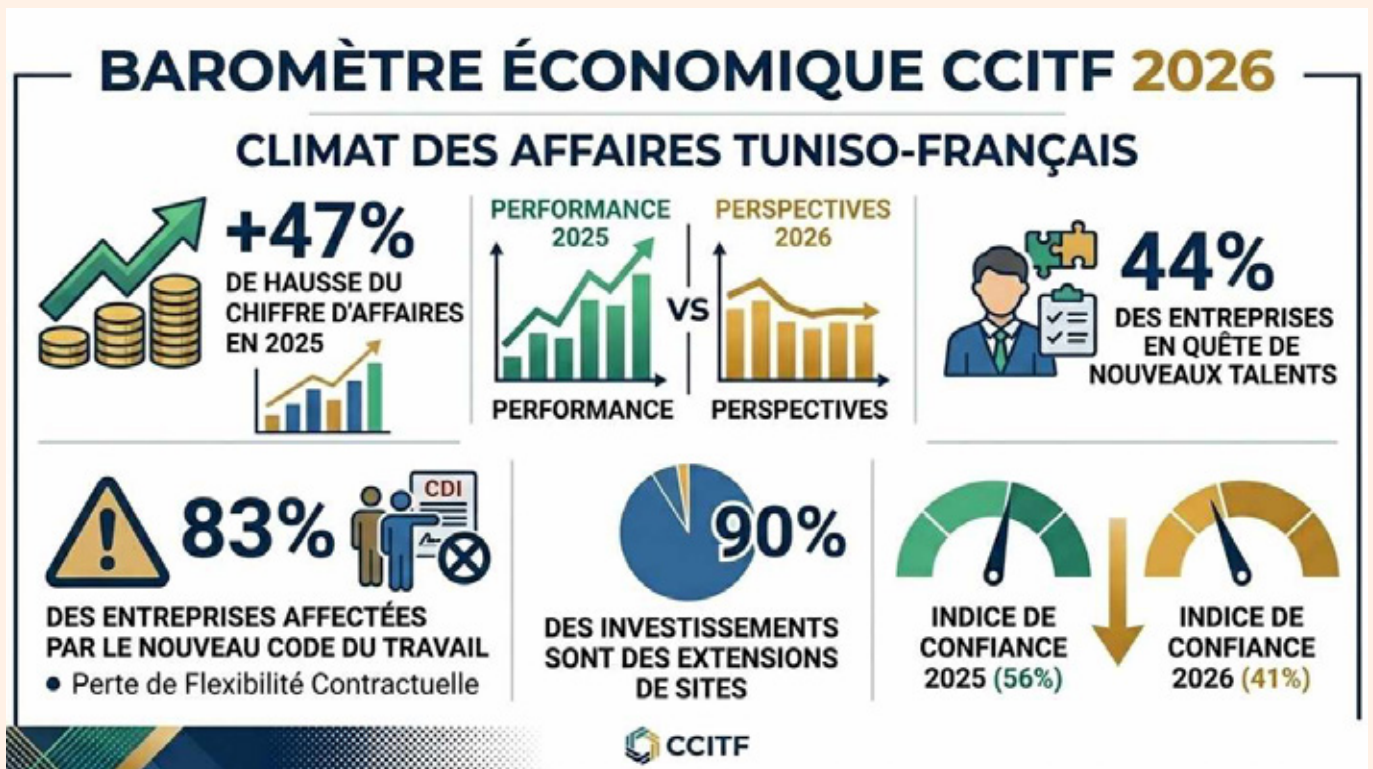
Pour souscrire au FI BLEDI, il vous faut renseigner une demande d'adhésion:

- Auprès de l'agence DE TUNISIE de

CONTENU RÉDACTIONNEL

Baromètre CTFCI 2026 |

Quel est l'impact du nouveau Code du travail sur les entreprises en Tunisie ?



Selon le baromètre CCITF 2026, le nouveau Code du travail impacte négativement 83 % des entreprises tuniso-françaises. En généralisant les CDI, cette réforme freine la flexibilité nécessaire aux exportateurs pour gérer les fluctuations de commandes, transformant l'allant économique de

2025 en une prudence marquée pour 2026.

Le Baromètre renseigne sur le poulx du climat des affaires dans le pays ainsi que sur les doléances des entreprises. Et nourrit la curiosité surtout sur le Feed-Back des pouvoirs publics.

Mardi 7, courant, a eu lieu au siège de la Chambre, la présentation à la Presse du baromètre économique, qui en est à sa troisième édition. Cela s'est déroulé, en présence

de Khelil Chaibi, président et Raja Touil, DG ainsi que des présidents de commissions et du collectif de préparation du sondage. Mohamed Louzir, SG de la Chambre était à la manœuvre. Khelil Laabidi, ex-président de la TIA, conseiller à la Chambre a pris part à l'évènement. Un tour d'horizon détaillé de l'activité économique de l'année écoulée. Et un joli tableau de bord pour l'année en cours.

Maintenir la tendance

Le thème pour cette année portait sur "L'impact de la conjoncture économique sur les performances des entreprises tuniso-française". Le sondage qui accompagne le baromètre réunit son quorum laissant entendre Mohamed Louzir. Il cible les entreprises qui emploient 50 salariés et plus. Elles sont de capital français, ou tunisien ou mixte. A 50 % elles exercent dans l'industrie.

Le sondage s'est déroulé entre le 15 décembre 2025 et le 3 mars 2026. Il en ressort deux éléments importants. Le premier est que les chefs d'entreprises se prononcent sur des résultats 2025 pleinement accomplis. De même qu'ils évoquent l'année en cours intégrant le tumulte géo stratégique ambiant. Cette note d'actualité ajoute au crédit des conclusions du baromètre.

« **Accélérer les réformes structurelles, notamment le Code des changes, est la voie gagnant-gagnant pour transformer ces entreprises en pôles d'excellence et attirer de nouveaux IDE.** »

Pour faire court, on dira que l'année 2025 a engrangé une moisson en hausse, précisera Mohamed Louzir. Et qui intervient à la suite d'un exercice 2024 aux résultats maigres, nuancera Khelil Laabidi. Les perspectives 2026 appellent à la prudence. Et de ce fait si l'on veut maintenir le rythme préalablement amorcé il convient de faire en sorte que l'environnement national des affaires soit plus incitatif ajoutera Khelil Chaibi.

Que sait-on de 2025 ? Et qu'est-ce qu'on apprend pour 2026 ?

Le couple Chiffre d'affaires et investissement a bien carburé au cours de l'année écoulée. En effet 47% ont enregistré une croissance de leur chiffre d'affaires et 34 % l'ont maintenu.

Seules 19 % ont essuyé un recul. Ils sont 55 % à anticiper une croissance du chiffre en 2026. Ils sont 32 % à avoir réalisé des investissements. Et ce résultat serait reconduit à un intervalle de -5 à +5 %. C'est là que survient l'élément de prudence. L'on retrouve cet élément sur un autre registre. Ils sont 56 % à trouver que l'environnement économique était favorable en 2025 contre 41 % en 2026. Cet élément est cohérent avec le contexte géo politique que nous vivons.

« **Le binôme Chiffre d'affaires/ Investissement a carburé en 2025 avec 47% de croissance de CA, mais 83% des opérateurs se disent freinés par le nouveau Code du travail pour 2026.** »

Comment donc doper l'environnement économique local pour lisser les perturbations survenues à l'international. Ils sont 37 % à trouver que le climat social est propice en 2025 contre 35 % en 2026. Et last but not least, et nous rajouterons pour notre part que c'est sans surprise, ils sont 83 % à admettre être affectés par le nouveau code du travail en 2026.

Ce bloc est réparti en trois tiers quasi égaux à être fortement, moyennement et faiblement concernés. Ce point a été abondamment commenté par Mohamed Louzir qui expliquait que la généralisation des CDI gênait les sociétés principalement exportatrices. Ces dernières y recouraient en fonction de l'allure de leurs carnets de commandes à faire des transferts momentanés d'effectifs d'une entreprise à

l'autre. Cela se pratique soit au sein d'un groupe ou d'un consortium.

L'avantage de ces recours est évident en ce sens qu'il permet de répondre efficacement aux fluctuations des commandes, chose fréquente dans le business. Cet aspect n'est pas sans renvoyer au débat, resté en stand-by sur la flexibilité du travail notamment pour les entreprises exportatrices sujettes à des sauts de commandes imprévisibles.

Quelles attentes pour 2026?

Le baromètre entretenait un certain espoir de voir 2026 hériter de l'allant d'activité enregistré en 2025. Et c'est vraiment la faute à "pas de chance" car c'est le contexte mondial qui nous fait une mauvaise surprise. Il sera à l'origine d'un certain ralentissement chez notre principal partenaire à savoir l'Union Européenne. Et par effet de ruissellement il touchera également nos exportations sur la France.

Est-ce que cela serait compensé par une croissance des exportations sur le reste du continent africain ? Ce ne sera pas momentanément le cas car le baromètre nous apprend que seules 28% commerceront modestement, avec le reste des pays africains tout en reconnaissant un potentiel

considérable. Si donc l'on veut booster la dynamique amorcée en 2025 la riposte à notre protégée consisterait à accélérer les réformes.



« En 2026, la généralisation des CDI devient un frein à la flexibilité pour nos entreprises exportatrices face aux fluctuations mondiales. »

Et cela est en ligne avec le baromètre lequel révèle que les entreprises sont dans l'attente du nouveau code de change. Qu'elles appellent, entr'autres à plus de

stabilité réglementaire et fiscale. Et c'est une voie gagnant-gagnant car plus ces entreprises prospèrent plus elles mettraient en valeur les avantages comparatifs de notre pays. Ce qui augmenterait l'attractivité de la Tunisie pour plus de nouveaux IDE.

Rappelons que, selon les données disponibles, près de 90 % des investissements réalisés par les entreprises sondées relèvent davantage d'opérations d'extension que de véritables nouveaux apports. Dans ce contexte, réformer revient à accompagner ces entreprises pour en faire de véritables pôles d'excellence, d'autant que 44 % d'entre elles déclarent être en quête de nouveaux talents. Une telle dynamique ne pourrait qu'améliorer significativement leur image et leur attractivité.

ALI DRISS

en bref

- **Performance 2025** : 47% des entreprises tuniso-françaises ont vu leur CA croître.
- **Perception** : 56% jugeaient le climat économique favorable en 2025, contre seulement 41% pour 2026.
- **Incertitude 2026** : La prudence domine en raison du ralentissement attendu en Zone Euro et en France.
- **Point de blocage** : 83% des entreprises sont affectées par le nouveau Code du travail (généralisation des CDI), nuisant à la flexibilité des exportateurs.
- **Attentes** : Les entreprises réclament urgemment le nouveau Code des changes et la stabilité fiscale pour débloquent l'investissement (90% des investissements actuels sont des extensions).

Bourse de Tunis |

Une semaine de records propulsée par des transactions de blocs historiques



Malgré une tendance générale à l'optimisme matérialisée par une hausse de l'indice de référence, la semaine boursière du 13 au 17 avril 2026 restera gravée dans les annales pour l'explosion spectaculaire de ses volumes d'échanges. Porté par des mouvements

stratégiques majeurs sur la valeur SOTUVER, le marché a franchi un cap transactionnel inédit, éclipsant presque les performances individuelles fulgurantes du secteur technologique.

La Bourse de Tunis confirme sa dynamique haussière en cette mi-avril. L'indice de référence

a clôturé la semaine sur une note positive, inscrivant une progression de 0,8 % pour s'établir à 15 724,51 points. Selon l'analyse hebdomadaire de l'intermédiaire en Bourse, **Tunisie Valeurs**, cette hausse porte la performance annuelle du marché à un niveau solide de 16,9 %. Si cette croissance de l'indice témoigne de la bonne santé globale de la cote, c'est l'activité transactionnelle qui a véritablement volé la vedette.

L'effet SOTUVER : Des volumes stratosphériques

L'événement majeur de la semaine réside dans l'accélération phénoménale du rythme des échanges. Le marché a cumulé une enveloppe globale impressionnante de **317,7 millions de dinars (MD)**. Ce chiffre, exceptionnel pour la place de Tunis sur une base hebdomadaire, résulte directement de la réalisation de plusieurs transactions de blocs.

Le titre **SOTUVER** (Société Tunisienne de Verreries) a été le catalyseur exclusif de cette effervescence. Pas moins de quatre transactions de blocs ont porté sur cette valeur, totalisant à elles seules 211 MD. Naturellement, le verrier s'impose comme la valeur la plus convoitée par les investisseurs, drainant des capitaux totaux de 221,5 MD sur la période. Le titre ne s'est pas contenté de volumes massifs ; il a également progressé de 6,9 % pour clôturer à 18,5 D.

La Tech en apesanteur : TELNET et SOTETEL flambent

Parallèlement à ces mouvements de blocs, le compartiment technologique a offert un spectacle de performances individuelles remarquables. Le titre **TELNET HOLDING** s'est adjugé la plus forte hausse de la

semaine. L'action du spécialiste de l'ingénierie et du conseil en technologies a enregistré une envolée spectaculaire de 19,3 %, atteignant 10,5 D. Cette performance s'est appuyée sur un flux soutenu de 22,8 MD, témoignant d'un vif intérêt des investisseurs pour les perspectives du groupe.

Dans son sillage, **SOTETEL** a également eu le vent en poupe. Le spécialiste des réseaux de télécommunications a affiché une embellie de 19 % à 8,2 D, dans un volume d'échanges plus modeste mais significatif de 2,4 MD.

Prises de bénéfices et corrections

Le tableau hebdomadaire n'est cependant pas exempt de zones d'ombre. Le titre **CIMENTS DE**

BIZERTE a accusé la plus forte correction, se délestant de 11 % à 0,730 D, dans un volume très faible de 69 mille dinars, signe d'une désaffection persistante.

De même, **SIAME**, spécialiste des appareillages électriques, a figuré parmi les plus grands perdants. L'action a reculé de 8,3 % à 3,330 D, mobilisant des échanges hebdomadaires de 747 mille dinars.

En conclusion, cette semaine boursière illustre la dualité actuelle du marché tunisien : une tendance de fond haussière soutenue par des fondamentaux solides (notamment dans la Tech), couplée à des opérations capitalistiques d'envergure (SOTUVER) qui redéfinissent les échelles de liquidité du marché.

en bref

- **Indice en hausse** : L'indice de référence progresse de 0,8 % à 15 724,51 points, portant la performance annuelle à +16,9 %.
- **Volumes historiques** : Le marché a drainé 317,7 MD, un niveau exceptionnel dopé par des transactions de blocs.
- **Le phénomène SOTUVER** : 4 transactions de blocs sur SOTUVER (211 MD) ont propulsé le titre, qui capte 221,5 MD de capitaux sur la semaine (+6,9 %).
- **Top Performance Tech** : TELNET HOLDING signe la plus forte hausse (+19,3 %) devant SOTETEL (+19 %).
- **Plus fortes baisses** : CIMENTS DE BIZERTE chute de 11 % et SIAME recule de 8,3 %.



HORS-SÉRIE



L'Entreprise Digitale

Gestion d'un portefeuille boursier assistée par l'IA |

L'heure du grand réveil a sonné pour le portefeuille



Après plus d'un mois et demi de compétition, le portefeuille MyInvestia affiche une résilience notable, protégeant son capital (+1,98 %) mais concédant un retard stratégique face à un Tunindex qui redémarre (+0,83 % la semaine dernière).

Avec un cinquième des actifs bloqués en liquidités, la gestion doit impérativement arbitrer. Fini la prudence excessive : le portefeuille engage une rotation sectorielle ciblée vers la dynamique du marché pour ne plus subir, mais choisir son tempo.

Le coût de la prudence dans un marché qui repart

Le constat est sans appel : le portefeuille MyInvestia n'est pas en crise, il est simplement statique. Valorisé à 50 988,14 DT, il se classe au 796e rang sur 14 086 participants. Si la performance positive de +1,98 % démontre une gestion prudente du capital, elle accuse un retard net face à la réactivité du marché. La

semaine écoulée a vu le Tunindex progresser de 0,83 % pour s'établir à 15 724,51 points, soutenu par des volumes transactionnels importants de 316,2 MDT. Cette reprise sectorielle, menée par les industries (+6,60 %) et le bâtiment (+4,49 %), signale la fin de la période d'observation. La Bourse de Tunis sélectionne à nouveau ses valeurs, et MyInvestia, avec 11 207,41 DT de liquidités dormantes, fait face à un coût d'opportunité devenu insoutenable.

La rotation stratégique : Alléger pour réinvestir

Face à ce dilemme, la stratégie de relance ne cède pas à la précipitation. L'arbitrage opéré est chirurgical : un allègement de 100 titres ENNAKL pour financer des entrées sur des dossiers plus dynamiques. Ce choix ne désavoue pas ENNAKL, dont le dividende proposé de 1 DT par action reste attractif, mais sanctionne une ligne devenue trop lente pour la phase actuelle du marché. Le capital libéré est immédiatement redéployé vers des valeurs en phase avec la rotation sectorielle observée.

ATL et TELNET : Deux paris complémentaires

Le premier bénéficiaire de cette rotation est ATL, avec un achat de 300 titres. La valeur coche toutes les cases d'une reprise

fondamentale solide : au premier trimestre 2026, la société de leasing affiche des approbations en hausse de 8 % et des mises en force en progression de 15 %. Plus crucial encore, la qualité de l'actif s'améliore, le ratio de créances classées étant ramené à 6,98 % contre 8,33 % un an auparavant. C'est un choix pragmatique, fondé sur la preuve chiffrée.

Le second pari, portant sur 150 titres TELNET, est plus tactique. Le titre a été la vedette de la semaine avec une envolée de +19,32 % et un volume d'échanges massif (22,84 MDT). Si les indicateurs à fin 2025 confirment une croissance des produits d'exploitation de 17,02 %, la marge d'EBITDA de 15,02 % incite à la mesure. L'ordre limité

visé donc à capter le momentum actuel sans succomber à l'euphorie, une entrée mesurée plutôt qu'agressive.

Conclusion : Un nouveau tempo pour lundi

À l'issue de ces opérations, la liquidité théorique du portefeuille redescendrait à 8 951,41 DT (hors frais), laissant encore une marge de manœuvre pour de futurs arbitrages si le marché confirme sa tendance. Lundi ne marquera pas un virage spéculatif dangereux, mais une étape indispensable : celle d'un portefeuille MyInvestia qui cesse de subir son retard et recommence, enfin, à choisir son tempo.

en bref

- **Performance vs Retard** : Le portefeuille MyInvestia protège son capital (+1,98 % à 50 988,14 DT) mais accuse un retard de gestion face au redémarrage du Tunindex (+0,83 %).
- **Coût de la liquidité** : Avec plus d'un cinquième des actifs en liquidités (11 207,41 DT), la gestion fait face à un coût d'opportunité dans un marché qui sélectionne à nouveau.
- **Arbitrage tactique** : Allègement partiel de la ligne ENNAKL (trop lente malgré un dividende à venir) pour financer des entrées dynamiques.
- **Achat Fondamental (ATL)** : Acquisition de 300 titres ATL, soutenu par des indicateurs du T1 2026 solides (mises en force +15 %, créances classées en baisse).
- **Achat Momentum (TELNET)** : Entrée mesurée (150 titres) sur TELNET pour capter la forte dynamique (+19,32 % la semaine dernière) sans prise de risque excessive.

La Tunisie face au chaos global |

Crise subie ou dernière chance de refondation



Dans un monde sans boussole économique, où même les grandes puissances naviguent à vue, la Tunisie se retrouve en première ligne d'un choc global qu'elle n'a ni provoqué ni anticipé. Budget irréaliste, économie parallèle galopante, dépendance

énergétique critique : l'incertitude mondiale agit comme un révélateur brutal des fragilités structurelles du pays — mais aussi, paradoxalement, de ses dernières marges de manœuvre.

Le Pouls de la Tunisie : une économie sous perfusion et hors radar

L'image est saisissante : d'un côté, un État qui construit un budget sur des hypothèses déjà obsolètes;

de l'autre, une économie réelle qui échappe de plus en plus à son contrôle.

L'alerte lancée par Ridha Chkoundali est sans équivoque: la loi de finances 2026 est déjà dépassée. Croissance surestimée, pétrole sous-évalué, recettes fiscales inatteignables — tous les indicateurs convergent vers un **dérèglement budgétaire inévitable**. La proposition d'une "loi d'urgence financière" n'est plus une option technique, mais une nécessité systémique.

Mais le problème est encore plus profond.

La Tunisie assiste à une **désinstitutionnalisation accélérée de son économie**. La montée spectaculaire du cash — atteignant jusqu'à 18 % du PIB — traduit une perte de confiance massive dans les circuits formels.

Ce basculement n'est pas anodin :

- Il neutralise la politique monétaire
- Il aggrave la fraude fiscale
- Il pénalise les entreprises structurées

Dans ce système, **respecter la loi devient un handicap économique**, tandis que l'informel prospère. L'État, lui, se retrouve à piloter une économie dont près de 40 % lui échappe.

L'Onde de Choc Internationale : un monde sans visibilité, une Tunisie sans amortisseur

Le véritable tournant de 2026 n'est pas seulement la guerre au Moyen-Orient — c'est l'**absence totale de visibilité économique mondiale à court terme**.

La fermeture du détroit d'Hormuz et l'envolée du pétrole au-delà de 100 dollars ne sont que les symptômes d'un désordre plus profond : fragmentation des chaînes d'approvisionnement, volatilité des marchés, décisions politiques imprévisibles.

Dans ce contexte, les économies solides amortissent. Les économies rentières profitent. La Tunisie, elle, encaisse.

Pourquoi ?

Parce que son modèle est structurellement exposé :

- 93 % des recettes absorbées par dépenses rigides
- Dépendance énergétique massive
- Absence de marges budgétaires

Chaque hausse de 10 dollars du baril représente un choc budgétaire colossal. Et dans un monde incertain, ce choc n'est plus exceptionnel — il devient la norme.

L'incertitude mondiale agit donc comme un **multiplicateur de vulnérabilité**. Là où d'autres pays arbitrent, la Tunisie subit.

Résilience et Prospective: entre signaux faibles et opportunités stratégiques

Et pourtant, au milieu de ce tableau sombre, des lignes de rupture positives apparaissent.

Le projet de Tozeur est emblématique.

Extraction de lithium, industrialisation locale, hub logistique vers l'Afrique : ce n'est pas seulement un projet régional, c'est une **tentative de repositionnement stratégique**.

Trois axes émergent :

1. L'Afrique comme horizon économique

La dépendance à l'Europe devient un risque. Le corridor subsaharien offre une alternative concrète.

2. La souveraineté énergétique comme priorité absolue

Le solaire n'est plus un choix écologique, mais une nécessité budgétaire.

3. Le capital humain comme levier décisif

Le paradoxe est frappant : alors que la Tunisie perd ses talents, une fenêtre de retour s'ouvre en raison de la dégradation européenne. Mais ce retour est conditionné

à une refondation des piliers fondamentaux : éducation, santé, transport.

Sans ces bases, aucun modèle économique ne peut tenir.

Gouverner dans le brouillard exige du courage, pas de l'illusion

L'erreur serait de croire que la crise actuelle est conjoncturelle. Elle est structurelle. Et elle est globale.

Dans un monde sans visibilité, les pays qui survivent ne sont pas ceux qui prévoient parfaitement — mais ceux qui **s'adaptent rapidement**.

La Tunisie est aujourd'hui face à un choix brutal :

- Continuer à ajuster marginalement un modèle à bout de souffle
- Ou assumer une rupture claire : réforme fiscale réelle, lutte contre l'informel, stratégie énergétique souveraine, investissement massif dans le capital humain

La vérité est simple, presque dérangeante :

Ce n'est pas la crise mondiale qui met la Tunisie en danger — c'est son incapacité à y répondre.

Mais dans ce chaos global, une opportunité subsiste :

Celle de reconstruire un modèle plus cohérent, plus résilient, et enfin aligné avec les réalités du XXI^e siècle.

À condition d'agir maintenant.

en bref

- **Obsolescence budgétaire** : Les hypothèses de la LF 2026 sont jugées irréelles face à un baril de pétrole instable.
- **Crise du «Cash»** : La circulation fiduciaire représente 18 % du PIB, signe d'une défiance envers le système bancaire.
- **Vents contraires mondiaux** : La fragmentation des chaînes d'approvisionnement et le risque énergétique pèsent sur les marges de manœuvre.
- **Pivot stratégique** : Le projet de Tozeur (Lithium/Logistique) marque une volonté de diversification vers le marché africain.
- **Urgence structurelle** : La transition solaire et la réforme fiscale sont identifiées comme les seuls remparts contre l'effondrement.



CONTACT US →

WMC
Lemag



Le Guide
2024

Épargne retraite

Placements

Épargne

Bourse de Tunis |

La résilience industrielle face au défi de la consolidation



En franchissant la barre des 17% de performance annuelle à la fin avril 2026, la Place de Tunis démontre une solidité remarquable portée par ses mastodontes industriels. Malgré un ralentissement technique du momentum, le marché conserve une profondeur stratégique rassurante pour les investisseurs institutionnels.

Une dynamique de fond entre record et respiration

La semaine boursière du 20 au 24 avril 2026 s'est achevée sur une note de maturité pour le marché tunisien. Avec un **Tunindex s'établissant à 11 508,62 points**, affichant une

progression annuelle de **17,50%**, la Bourse de Tunis confirme son statut de valeur refuge régionale. Toutefois, après un rallye printanier soutenu, l'indice entre dans une phase de consolidation saine. Techniquement, le marché navigue désormais entre un support à 11 458 points et une résistance à 11 585 points, signe d'une stabilisation nécessaire pour pérenniser les gains futurs.

Le réveil des géants industriels

La particularité de cette séquence réside dans la configuration des flux. Ce ne sont plus seulement les banques qui dictent le tempo, mais bien les **Biens &**

Services Industriels, qui captent désormais **27,18% des capitaux hebdomadaires**. Cette rotation sectorielle vers le «Real Business» témoigne d'une confiance renouvelée dans l'appareil productif national. La **SOTUVER**, avec plus de 3,1 millions de dinars échangés, s'impose comme le pivot de cette tendance, suivie de près par des fleurons comme **One Tech Holding** et **Poulina Group Holding**.

Une liquidité abondante mais sélective

Le marché a brassé plus de **31,8 millions de dinars** sur la semaine, une moyenne quotidienne de 6,36 MDT qui atteste d'une participation active. Néanmoins, cette vitalité cache une disparité profonde : les investisseurs se concentrent massivement sur les grandes capitalisations (Blue Chips), délaissant les segments plus étroits tels que les loisirs ou les hydrocarbures. Cette «fuite vers la qualité» souligne la prudence des opérateurs qui privilégient la liquidité et la visibilité des dividendes dans un contexte macroéconomique en mutation.

Gestion d'un portefeuille boursier assistée par l'IA |

Une semaine de rotation bien exécutée



Un socle bancaire en quête de souffle

Si l'industrie tire la croissance, le secteur financier joue, lui, une partition plus nuancée. Les lignes bancaires, emmenées par la **BIAT** (+5,31 %) et **Amen Bank** (+3,14 %), assurent une fonction de stabilisateurs de portefeuille. Toutefois, l'inertie d'**Attijari Bank** (+0,06 %) souligne l'absence de leadership actuel de la finance dans la captation de l'alpha. Ce compartiment protège le capital contre la volatilité sans toutefois parvenir à accélérer la cadence globale.

Une agilité financière préservée

L'élément le plus stratégique de cette clôture hebdomadaire réside sans doute dans la gestion du cash. Avec une poche de liquidités s'élevant à **10 031,19 dinars** (soit 19 % de l'actif total), le portefeuille conserve une force de frappe intacte. Cette réserve n'est pas une simple sécurité, mais un levier tactique prêt à être déployé sur les valeurs affichant une continuité de tendance, dans un marché dont le volume d'échanges — 13,47 MDT sur le marché principal le 24 avril — témoigne d'une vitalité retrouvée.

En franchissant le cap des +4,86 % de performance cumulée, le portefeuille virtuel MyINVESTIA valide une rotation stratégique payante vers les valeurs industrielles exportatrices. Portée par une locomotive nommée SOTUVER, la valorisation atteint désormais 52 429,55 dinars, propulsant le gestionnaire à la 550e place du classement général.

Le triomphe de la sélectivité industrielle

Dans un marché tunisien où la complaisance n'a plus sa place, la stratégie de "stock-picking"

opérée sur le portefeuille MyINVESTIA porte ses fruits. Le pivot vers le secteur industriel s'impose comme le catalyseur majeur de cette semaine de croissance. **SOTUVER**, véritable fer de lance de cette dynamique, affiche une progression insolente de +36,72 %, générant à elle seule un gain latent supérieur à 1 810 dinars. Cette performance, couplée à l'appréciation de **Poulina Group Holding** (+16,32 %) et de **One Tech Holding** (+7,55 %), confirme que le momentum appartient aux dossiers tournés vers l'export et l'efficience opérationnelle.

Des Chiffres

60 %



Les ménages représentent 60 % du gaspillage alimentaire mondial. Le problème dépasse largement les seuls circuits industriels et logistiques. La sensibilisation des consommateurs devient stratégique.

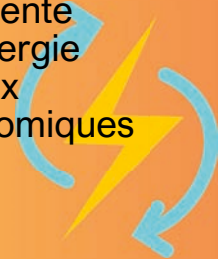
35 %

Le taux d'indépendance énergétique de la Tunisie pourrait tomber à 35 % en 2025. Le pays dépend de plus en plus des importations d'hydrocarbures. Cette tendance accentue la vulnérabilité économique nationale.



14 milliards

La facture énergétique tunisienne atteint environ 14 milliards de dinars par an. Elle représente près de 7 % du PIB. L'énergie devient l'un des principaux déséquilibres macroéconomiques du pays.



9,1 %

Avec un baril à 100 dollars, le déficit public tunisien pourrait grimper à 9,1% du PIB. Ce scénario ferait exploser les équilibres budgétaires. La pression sur l'endettement deviendrait considérable.



83 %

83 % des entreprises tuniso-françaises déclarent être affectées par le nouveau Code du travail. Les entreprises exportatrices dénoncent un manque de flexibilité. Le climat d'investissement pourrait être fragilisé en 2026.



94 % de l'électricité tunisienne repose sur le gaz naturel. La Tunisie dépend fortement des approvisionnements algériens. Cette concentration énergétique constitue un risque stratégique majeur.



Enseignement supérieur en Tunisie |

Chiffres clés, étudiants, diplômés et recherche en forte activité pour l'année 2024-2025



Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique tunisien à dévoiler un ensemble de statistiques détaillées sur l'année universitaire 2024-2025. Ces données offrent

une photographie précise du secteur: nombre d'établissements, effectifs étudiants, diplômés, recherche scientifique et services universitaires.

Un réseau universitaire public et privé dense et diversifié

La Tunisie compte désormais 207 établissements publics

d'enseignement supérieur, dont 174 sous la tutelle directe du ministère et 33 en cotutelle avec d'autres départements. À cela s'ajoutent 82 établissements privés, confirmant la diversification de l'offre universitaire dans le pays.

Les universités tunisiennes ont accueilli 74 393 nouveaux bacheliers en 2024, portant le nombre total à 272 884 étudiants dans le public, 51 680 étudiants dans les universités privées en Tunisie.

Autre chiffre marquant : la présence de 8 062 étudiants étrangers, répartis entre 4 296 dans le privé et 3 766 dans le public. Une donnée qui témoigne de l'attractivité croissante de la Tunisie comme destination universitaire.

Enseignement supérieur en Tunisie : Plus de 50 000 diplômés: la licence en tête

L'année 2024-2025 a enregistré une production importante de diplômés avec :

- 37 524 licences
- 3 110 diplômés d'ingénieur
- 1 397 diplômés en médecine et pharmacie
- 6 885 masters professionnels
- 3 405 masters de recherche
- 1 501 doctorats
- 230 diplômés d'architecture

- 292 autres diplômés
- 37 agrégations

Du côté des établissements en cotutelle, 4 597 diplômés ont été recensés, dont une majorité en licence (3 679).

Recherche scientifique: 526 laboratoires et des universités leaders

Le système universitaire tunisien compte 526 laboratoires et unités de recherche. Trois universités se distinguent particulièrement :

- Université de Tunis El Manar avec 90 laboratoires
- Université de Sfax avec 88 unités
- Université de Carthage avec 59 unités

À noter que Université virtuelle de Tunis ne dispose d'aucune structure de recherche, selon ces statistiques.

Bourses universitaires, prêts et services : un soutien massif aux étudiants

Jusqu'à juin 2025, les services universitaires ont bénéficié à des dizaines de milliers d'étudiants. Concernant les aides financières 104 107 étudiants tunisiens sont bénéficiaires de bourses, 922 étudiants étrangers sont soutenus et 1 213 prêts universitaires ont été accordés.

En ce qui concerne le logement et la restauration 48 921 étudiants sont logés dans 44 cités universitaires et 49 foyers et 81 restaurants universitaires assurant 72 263 repas par jour.

Ces chiffres illustrent un système d'enseignement supérieur tunisien en pleine mutation, marqué par une massification des effectifs, une production soutenue de diplômés et un effort notable en matière de services étudiants et de recherche scientifique.

Avec plus de 320 000 étudiants, des milliers de diplômés chaque année et une infrastructure en expansion, la Tunisie confirme son rôle de pôle académique majeur en Afrique du Nord.

Le rapport détaillé concernant les chiffres de l'enseignement supérieur en Tunisie pour l'année universitaire 2024-2025 et les années passées sont disponibles sur le site du MESRS.

Tekiano.com



QNB, votre allié stratégique pour bâtir l'avenir.

QNB vous accompagne avec des solutions financières sur mesure et une expertise pointue pour concrétiser vos ambitions. Ensemble, nous construisons un avenir solide, durable et prospère.



Jihene Touati (Arzaak) |

Quand la Tech propulse l'artisanat vers de nouveaux horizons économiques



ambitieuse. Nous voulons offrir une seconde chance économique à des milliers de femmes et de créatifs en transformant leurs talents en revenus durables. Arzaak est devenu un pont entre le savoir-faire, la technologie et l'accès au marché.



« La technologie ne remplace pas la tradition : elle est le canal qui la préserve et la transmet à plus grande échelle. »

Entre tradition et technologie, Jihene Touati a réussi à transformer un secteur longtemps sous-estimé en véritable opportunité économique. Avec Arzaak, elle digitalise les savoir-faire artisanaux, crée des passerelles vers l'emploi et ouvre un marché scalable dans un écosystème encore trop centré sur la tech "buzz".

Rencontre avec une fondatrice qui redéfinit l'innovation à sa manière.

Comment décririez-vous la mission profonde d'Arzaak aujourd'hui ?

Au départ, Arzaak était une idée simple : rendre les formations artisanales accessibles en ligne. Aujourd'hui, la mission est devenue beaucoup plus

À quel moment avez-vous compris que votre idée pouvait devenir une entreprise à impact ?

Le déclic est venu lorsque certaines participantes ont commencé à générer leurs premiers revenus grâce à ce qu'elles avaient appris. Quand une femme vous dit qu'elle a pu vendre ses créations ou contribuer aux revenus de sa famille, vous réalisez que ce



projet peut réellement changer des trajectoires. À ce moment-là, j'ai compris qu'Arzaak n'était plus un simple projet passion, mais un levier de transformation économique et sociale.

Quelles compétences ont été déterminantes dans votre parcours ?

La résilience, l'innovation et surtout la créativité. Je ne reproduis jamais ce qui existe déjà. J'analyse un secteur, j'observe les détails, j'identifie les pain points, puis j'imagine de nouveaux scénarios. Quand on crée quelque chose de nouveau, la vision n'est pas toujours évidente pour les autres. Il faut donc y croire suffisamment pour continuer, même lorsque l'entourage doute.

Comment votre vision du leadership a-t-elle évolué ?

Au début, j'étais dans le contrôle total. Comme beaucoup de fondateurs, je voulais tout faire moi-même. Avec le temps, j'ai appris à créer un cadre où les autres peuvent contribuer et faire grandir le projet. Je suis déterminée, mais aussi à l'écoute. J'aime embarquer mon équipe dans une vision commune. L'entrepreneuriat m'a appris la patience, et surtout à accepter les critiques sans remettre en question ma valeur ou ma vision.

Comment conciliez-vous tradition, pédagogie et technologie ?

Pour moi, la technologie ne remplace pas la tradition : elle la préserve et la transmet à plus grande échelle. Chez Arzaak, nous digitalisons les savoir-faire tout en respectant leur authenticité. Le digital devient un canal de transmission, pas une substitution.

Quels profils bénéficient le plus de vos formations ?

Principalement des femmes qui souhaitent développer une activité génératrice de revenus, des artisans qui veulent moderniser leurs compétences et des jeunes créatifs qui souhaitent lancer leurs marques. La transformation la plus marquante reste le passage de l'apprentissage à la génération de revenus.

Comment mesurez-vous l'impact social et économique d'Arzaak ?

Nous suivons plusieurs indicateurs:

- le nombre de personnes formées ;
- celles qui génèrent un revenu grâce à leurs compétences ;
- les collaborations et opportunités professionnelles créées via notre portail d'emploi spécialisé dans l'artisanat et le culinaire.

Dahar

Le nombre total d'éléments inscrits pour la Tunisie auprès de l'UNESCO s'élève désormais à 23, suite à l'intégration du géoparc de Dahar au Réseau mondial des géoparc de l'UNESCO, annoncée lors de la 224e session du Conseil exécutif de l'Organisation.

Selon une publication sur les canaux officiels de la Délégation permanente de la Tunisie auprès de l'UNESCO, ce classement porte à 23 le nombre d'inscriptions tunisiennes auprès de l'UNESCO, réparties entre patrimoine culturel matériel, immatériel, documentaire et géologique, ainsi que la participation du pays au programme des Chaires UNESCO.

Le géoparc de Dahar rejoint ainsi les neuf sites déjà inscrits sur la Liste du patrimoine mondial culturel et naturel : l'île de Djerba (2023), Dougga (1997), la médina de Sousse (1988), Kairouan (1988), la cité punique de Kerkouane et sa nécropole (1985), le Parc national de l'Ichkeul (1980), la médina de Tunis (1979), le site archéologique de Carthage (1979) et l'amphithéâtre d'El Jem (1979).

Sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel figurent désormais 10 éléments tunisiens, dont quatre dossiers nationaux : les arts du spectacle chez les Twayef de Ghbonten (2024), la harissa (2022), la pêche à la charfiya aux îles Kerkennah (2020) et la poterie des femmes de Sejnane (2018), ainsi que six dossiers communs avec d'autres pays arabes : le khôl arabe (2025), le henné (2024), la gravure sur métaux (2023), les connaissances liées au palmier dattier (2022), la calligraphie arabe (2021) et le couscous (2020).



« N'attendez pas que tout soit parfait. L'entrepreneuriat n'est pas une question d'âge ou de diplôme, mais de courage, de persévérance et de vision. »

Quels ajustements avez-vous dû opérer pour toucher un public international ?

Nous avons traduit et localisé les contenus, adapté les formats pédagogiques aux habitudes numériques locales et intégré des options de paiement flexibles. L'objectif est de rendre la formation accessible tout en préservant l'authenticité artisanale tunisienne.

Comment gérez-vous l'équilibre entre identité artisanale et attentes globales ?

L'identité artisanale et culinaire est notre cœur de métier. Nous la transmettons à des publics de différentes nationalités, tout en intégrant des savoir-faire internationaux pour enrichir l'expérience. L'échange culturel est au centre de notre démarche.

Quel a été le moment le plus difficile dans le développement d'Arzaak ?

La transition forcée vers le digital pendant le COVID.

Passer du présentiel au 100 % en ligne semblait risqué : beaucoup doutaient que l'artisanat puisse fonctionner à distance. Nous avons surmonté ce défi en testant, ajustant, itérant. La qualité, l'interactivité et le suivi personnalisé ont convaincu nos clientes. C'est là que nous avons découvert notre potentiel international.

Comment gérez-vous la pression tout en préservant votre vision et votre santé mentale ?

Je structure mes journées, je priorise les actions à fort impact et je délègue.

Je m'entoure d'une équipe de confiance et je prends du recul quand nécessaire.



« Arzaak n'est plus un simple projet passion, c'est un levier de transformation qui transforme les talents en revenus durables. »

La clé est de rester alignée avec la vision long terme, sans se laisser absorber par les urgences quotidiennes.

Si vous pouviez recommencer, que feriez-vous différemment ?

Je créerais une offre plus riche dès le départ, je retarderais la partie technologique pour me concentrer sur les contenus, et je passerais moins de temps dans les programmes d'accompagnement pour entrepreneurs afin de préserver nos ressources.

Quels sont les prochains jalons stratégiques pour Arzaak ?

Nous lançons bientôt notre application mobile, avec des fonctionnalités innovantes et des partenariats stratégiques. Cela renforcera notre position en Tunisie et nous permettra de scaler sur la région MEA. Nous intégrons également davantage d'outils d'IA pour rendre l'apprentissage plus interactif et personnalisé.

Comment imaginez-vous l'avenir de la formation artisanale à l'ère de l'IA ?

Elle sera plus accessible, interactive et personnalisée. L'IA permettra d'adapter les contenus, de suivre les progrès et même de

simuler certaines pratiques.

Le digital ne remplace pas le savoir-faire : il le valorise et l'étend à une audience mondiale.

Quelle place souhaitez-vous qu'Arzaak occupe dans l'écosystème entrepreneurial ?

Nous voulons être un pont entre artisanat et digital, un exemple de startup à impact rentable et une référence dans les industries créatives et culturelles.

Nous voulons inspirer d'autres fondateurs — et fondatrices — et mettre en lumière le potentiel économique du secteur artisanal tunisien et régional.

Quel message souhaitez-vous adresser aux

femmes qui hésitent à entreprendre?

N'attendez pas que tout soit parfait. L'entrepreneuriat n'est pas une question d'âge ou de diplôme, mais de courage, de persévérance et de vision.

Comment lutter contre l'âgisme et les stéréotypes?

En se concentrant sur ses compétences, en construisant un réseau solide et en mettant en avant les réussites féminines. La meilleure réponse aux barrières invisibles reste l'action : prouver par les résultats que l'on peut créer des projets rentables, innovants et à impact, quel que soit son âge ou son genre.

Entretien initié par Amel Belhadj Ali

en bref

- **Mission** : Digitaliser les savoir-faire artisanaux pour créer des revenus durables.
- **Pivot stratégique** : Passage réussi au 100 % digital durant la pandémie de COVID-19.
- **Public cible** : Femmes, artisans en modernisation et jeunes créatifs de la région MEA.
- **Innovation** : Lancement imminent d'une application mobile dopée à l'IA pour un apprentissage personnalisé.
- **Impact** : Création d'un portail d'emploi spécialisé dans l'artisanat et le culinaire.

RADIO
DIASPORA
TUNISIA



Dr. Lobna Karoui

Dr. Tawfik Jelassi

invité
**DR. TAWFIK
JELASSI**

La Diplomatie à l'Ère du
Digital Exponentiel

Dans notre spéciale série « Nos Ambassadeurs de l'Excellence », nous vous dévoilons le parcours inspirant de Dr. Tawfik Jelassi, Ancien Doyen de l'École internationale de management des Ponts et Chaussées, Ancien ministre Tunisien et depuis Juillet 2021, sous-directeur générale de communication et d'informations de UNESCO.



RADIO DIASPORA TUNISIA

*the voices of
the diaspora*



in partnership with



Transport Aérien |

Le paradoxe tunisien



Le transport aérien en Afrique du Nord est à la croisée des chemins, oscillant entre protectionnisme étatique et vellétés de libéralisation. Si le Maroc a transformé son paysage grâce à l'Open Sky dès 2006, la Tunisie et l'Algérie maintiennent des modèles plus centralisés, centrés sur des compagnies nationales historiques en pleine restructuration.

État des Lieux : Le Paradoxe Tunisien

En Tunisie, le secteur est dominé

par **Tunisair**, le porte-drapeau national. Malgré une flotte vieillissante et des défis financiers structurels, la compagnie reste le pilier de la connectivité du pays.

- **Infrastructures** : Le pays dispose d'un maillage dense avec 9 aéroports internationaux. L'aéroport de **Tunis-Carthage**, bien que saturé, reste le hub principal, tandis qu'Enfidha-Hammamet peine à atteindre son plein potentiel hors saison touristique.
- **Enjeux du Low-Cost** : Contrairement à ses voisins,

la Tunisie n'a pas encore ratifié l'accord d'Open Sky avec l'Union Européenne. Ce blocage freine l'entrée massive des géants européens (Ryanair, EasyJet) mais protège temporairement Tunisair d'une concurrence frontale.

- **Acteurs Privés** : L'émergence de **Nouvelair** comme alternative solide montre la vitalité du segment privé, particulièrement sur les lignes européennes et le trafic affinitaire.



Vision 2050

La nouvelle stratégie nationale de développement durable des forêts et des parcours (SNDDFP 2026-2050) sera axée sur la préservation, la protection et la régénération des écosystèmes forestiers, même dans les villes, ainsi que sur l'amélioration de la gestion des forêts, a fait savoir le chef d'équipe d'experts chargé d'élaborer cette stratégie Ali Abâab.

La stratégie permettra de faire participer les citoyens et la société civile dans ces efforts, et en œuvrant à renforcer les ressources financières mobilisées », a ajouté l'universitaire notant que la nouvelle stratégie vise à concevoir une vision d'avenir pour le développement durable des forêts et des pâturages, en Tunisie.

S'exprimant lors d'un atelier de travail, organisé jeudi, l'universitaire a précisé que « nous nous sommes retrouvés dans l'obligation de concevoir cette nouvelle stratégie, d'autant que « les résultats de l'ancienne stratégie 2014-2025 n'étaient pas à la hauteur des attentes, à cause de l'instabilité institutionnelle, le manque de ressources humaines dans les forêts et les pâturages (qui ne couvrent que 29% des besoins) et de la pandémie COVID-19.

De son côté, le conseiller en économie agricole et financière, Adel Besbes, a expliqué, dans une déclaration à l'Agence TAP, « qu'un nouveau modèle, baptisé la « Forêt intelligente », a été proposé dans le cadre de la SNDDFP 2026-2050, qui prendra en considération le facteur innovation et intégrera les technologies nouvelles », estimant que « la finalité consiste à mobiliser tous les moyens disponibles afin de parvenir à réaliser les objectifs escomptés ».

Pays	Stratégie Dominante	Hub Principal
Maroc	Open Sky & Hub de transit	Casablanca (CMN)
Algérie	Souveraineté & Domestique fort	Alger (ALG)
Tunisie	Mixte : Tourisme & Affinitaire	Tunis (TUN)
Égypte	Hub Global & Tourisme massif	Le Caire (CAI)

Dynamiques Régionales (Maghreb)

L'Afrique du Nord bénéficie d'une position géographique stratégique — un « pont » naturel entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne.

L'analyse de l'expert : L'avenir de l'aérien tunisien dépend de sa capacité à réformer Tunisair tout en ouvrant progressivement son ciel. Le statu quo actuel limite

la croissance du PIB touristique, qui reste le moteur de l'économie nationale.

L'accord d'**Open Sky** avec l'Union Européenne est un serpent de mer de l'économie tunisienne. Paraphé techniquement en 2017 mais jamais ratifié, il propose une libéralisation totale du ciel, supprimant les restrictions de fréquences et de capacités entre la Tunisie et l'Europe.

en bref

EN BREF : Défis et Opportunités

- **Transition Écologique :** La pression européenne sur le carburant durable (SAF) renchéra le coût des billets vers le Maghreb, impactant la compétitivité touristique.
- **Connectivité Sud-Sud :** Le véritable levier de croissance réside dans la liaison avec l'Afrique subsaharienne, un marché à haute valeur ajoutée encore sous-exploité par Tunis.
- **Digitalisation :** L'expérience passager reste le maillon faible (retards, services au sol). L'investissement dans la « smart airport » est impératif pour rivaliser avec les hubs du Golfe.

Tunisair |

Profil, Chiffres et Actualités



Compagnie nationale et pilier du transport aérien tunisien, Tunisair se trouve en 2026 à un tournant stratégique marqué par un impératif de redressement financier et de repositionnement concurrentiel.

Cotée à la Bourse de Tunis, la compagnie évolue dans un environnement marqué par une pression accrue sur les marges, nécessitant des investissements ciblés dans la modernisation de la flotte et l'optimisation

opérationnelle. L'innovation reste contrainte mais orientée vers la digitalisation des services et l'amélioration de l'expérience client.

Sur le plan de la souveraineté, Tunisair constitue un actif stratégique pour l'État tunisien, garantissant la connectivité du territoire et l'attractivité touristique. Son positionnement géographique sur l'axe Europe-Afrique du Nord demeure un levier clé, mais exige une discipline

financière renforcée pour restaurer la confiance du marché financier et assurer la pérennité du modèle économique.

CARTE D'IDENTITÉ

- Dénomination : Tunisair
- Statut : Société cotée
- Secteurs clés : Transport aérien
- Création : 1948
- Effectifs : 2.721 (Au 2e Trimestre 2025 - 3.058 une année auparavant)
- Siège : Tunis, Tunisie

- Filiales : Tunisair Handling, Tunisair Technics
- Ticker : TUNISAIR
- Bourse : Introduction le 07/1995
- Cours le 24/04/2026 : 0,350 DT

CŒUR DU MÉTIER

Tunisair repose sur un modèle centré sur le transport aérien de passagers avec une forte dépendance aux flux touristiques et diasporiques entre la Tunisie et l'Europe. L'investissement stratégique s'oriente vers la rationalisation de la flotte et la réduction des coûts d'exploitation, dans un contexte de concurrence accrue des compagnies low-cost. L'avantage concurrentiel reste limité mais repose sur la maîtrise du réseau domestique et régional, ainsi que sur son statut de transporteur national. L'innovation est principalement incrémentale, via la digitalisation des processus commerciaux et opérationnels.

Les principaux risques concernent la soutenabilité financière, la volatilité des coûts énergétiques et la pression concurrentielle internationale.

Performance Financière

Entreprise cotée à la Bourse de Tunis, Tunisair fait face à une dégradation prolongée de ses indicateurs financiers, nécessitant des recapitalisations et un soutien étatique. La perception du marché

reste fragile, conditionnée par l'exécution effective des plans de restructuration.

GOVERNANCE & ACTIONNARIAT

Directrice Générale : Mme. Halima IBRAHIM KHOUAJA

Actionnariat ; État tunisien (74,42%) - Air France (5,58%) - Autres Actionnaires (20%)

Structure : Entreprise publique cotée à la Bourse de Tunis

La gouvernance de Tunisair s'inscrit dans une logique hybride entre exigences de marché financier et impératifs étatiques. Cette dualité complexifie la prise de décision stratégique et ralentit les transformations structurelles nécessaires.

REVUE DE PRESSE WMC

Dernière mise à jour automatique : 24 avril 2026

- «date»: «9 mars 2026»,
«title»: [«Tunisair lance un appel à experts internationaux pour accompagner sa restructuration»](#),
- «date»: «7 mars 2026»,
«title»: [«Tunisair lance un appel d'offres pour renforcer sa flotte»](#),
- [«date»: «23 janvier 2026»](#),
- «title»: [«Tunisair : le trafic passagers recule de 5 % en 2025 malgré l'amélioration du taux de remplissage»](#),



CONTACT US →

WMC
Lemag

ils Ont Dit

Compétences

Pour le Pr Adel Ben Youssef, la Tunisie peut redevenir attractive pour ses talents expatriés. Mais cette dynamique dépend d'une reconstruction profonde des fondamentaux économiques et sociaux. Le retour des compétences devient ainsi un enjeu stratégique national.



CDI

Le secrétaire général de la CCITF alerte sur les effets du nouveau Code du travail. Les entreprises industrielles craignent une perte de flexibilité face aux fluctuations des commandes. Le débat sur l'adaptation du marché du travail revient au premier plan.



Réformes

La réforme du Code des changes et la stabilité réglementaire sont jugées prioritaires. Les entreprises attendent un environnement plus lisible et plus compétitif. L'objectif est de renforcer l'attractivité économique de la Tunisie. *Khelil Chaibi*



école

Le système éducatif tunisien est présenté comme le socle historique de la mobilité sociale. Le sous-investissement fragilise aujourd'hui tout l'édifice économique et social. La crise éducative dépasse désormais le seul cadre scolaire.



universitaires

Le Pr Adel Ben Youssef décrit une crise du coût de la vie qui touche désormais les classes moyennes qualifiées européennes. Cette réalité modifie progressivement les choix migratoires des compétences tunisiennes. L'Europe perd peu à peu son image d'eldorado social.



Le budget tunisien reste extrêmement sensible aux fluctuations pétrolières mondiales. La hausse des prix de l'énergie menace directement les finances publiques. Le déficit budgétaire pourrait rapidement se creuser.



HAYETT ASSURANCES lance Globale Prévoyance |

Une solution complète pour protéger familles et entreprises en Tunisie



« L'un des piliers de l'assurance vie, c'est la prévention. Chez HAYETT ASSURANCES, nous croyons que prévoir, c'est déjà protéger. La vie est faite d'imprévus : un accident, une maladie ou un départ prématuré peuvent tout remettre en question. Avec Globale Prévoyance, nous voulons offrir à nos clients une sécurité réelle, immédiate et adaptée à chaque situation », explique le responsable.

Conçue comme une solution complète, repose sur trois plans essentiels, répondant aux besoins des particuliers comme des entreprises.

« Nous avons voulu proposer une offre modulable qui s'adapte à chaque profil », poursuit le responsable de HAYETT ASSURANCES.

- Plan Vie Entière : dédié aux familles, il protège les proches tout au long de la vie en leur garantissant le versement d'un capital en cas de décès, assurant ainsi leur stabilité financière et leur sérénité.
- Plan Homme Clé : conçu pour les entreprises, il protège leur

Pour HAYETT ASSURANCES, la protection ne s'improvise pas : elle se prépare. À travers le produit Globale Prévoyance, la compagnie renforce son engagement envers les familles

et les entreprises tunisiennes. Rencontre avec un responsable de HAYETT ASSURANCES, qui nous éclaire sur la vision et les objectifs de cette offre.

activité contre la perte d'un collaborateur indispensable, assurant la continuité de l'entreprise.

- Plan Bedil : destiné au chef de famille, il permet de préserver l'équilibre du foyer et de maintenir les conditions de vie des proches en cas de disparition prématurée.

Mais l'offre ne s'arrête pas là ! HAYETT ASSURANCES y a intégré plusieurs garanties complémentaires pour renforcer la couverture.

« Nous avons voulu aller plus loin qu'une simple protection : nous avons ajouté la Garantie Accident, qui prévoit le doublement du capital en cas de décès ou d'invalidité absolue et définitive.

Nous proposons également la Garantie Hospitalisation Chirurgicale, qui offre une indemnité journalière pouvant aller jusqu'à trente jours en cas de perte de revenus suite à une hospitalisation chirurgicale. »

Innovation (exclusif)

« Parmi les garanties les plus innovantes, il y a la Garantie Cancer Protect. Elle ne se limite pas à un soutien financier, mais reflète notre engagement à être un partenaire humain à vos côtés. Nous savons tous que l'annonce d'un cancer bouleverse

profondément la vie familiale et pèse lourdement sur le budget du foyer. La Garantie Cancer Protect prévoit le versement immédiat d'un capital pour accompagner la famille, ainsi qu'un accès gratuit à un deuxième avis médical auprès de spécialistes internationaux. »

Interrogé sur le bon moment pour souscrire, le responsable souligne:

« Le bon moment, c'est toujours maintenant. Chaque jour compte. Souscrire à Globale Prévoyance, c'est un acte de responsabilité envers sa famille ou son entreprise, pour avancer dans la vie en toute sérénité. »

Pour HAYETT ASSURANCES, cette approche s'inscrit dans une vision durable et humaine de la protection.

« Notre rôle est d'accompagner nos clients dans les moments difficiles, mais aussi de les aider à les anticiper. »

Pour en savoir plus ou souscrire, rendez-vous sur : <https://www.hayett.tn/produit/globale-prevoyance>

Études à l'étranger

LinkedU, agence tunisienne spécialisée dans l'accompagnement vers les études internationales, annonce la publication et la mise en vente de « Études à l'International — Édition 2026 », ouvrage de référence signé par Dr. Kaïs MABROUK, PhD, figure de proue de la mobilité estudiantine et de l'éducation en Afrique du Nord et francophone.

UN GUIDE INÉDIT SUR LE MARCHÉ TUNISIEN

Pour la première fois, un praticien aguerri du secteur met à disposition du grand public — étudiants, familles, lycéens et conseillers d'orientation — l'ensemble des informations nécessaires pour construire un projet d'études à l'étranger de manière autonome, lucide et éclairée. Loin des discours commerciaux, l'ouvrage restitue la réalité du terrain : conditions d'admission, coûts réels, démarches administratives, perspectives académiques et professionnelles.

Le guide couvre plus de 15 destinations : Allemagne, Chine, France, Italie, Belgique, Roumanie, Suisse, Canada, Dubaï et autres — des marchés soigneusement sélectionnés pour leur accessibilité, la qualité de leur enseignement supérieur et leur pertinence pour les étudiants tunisiens.

LA PAROLE DE L'AUTEUR

« Ce livre est une invitation à choisir en connaissance de cause. Trop de familles prennent des décisions majeures sur la base d'informations fragmentaires ou biaisées. Mon ambition est simple : remettre l'étudiant au centre de sa propre trajectoire. »

— Dr. Kaïs Mabrouk

Contribution sociale solidaire (CSS) |

Ce qui change (ou pas) en 2026



L'article 87 de la loi de finances 2026 prolonge les dispositions exceptionnelles relatives à la contribution sociale solidaire (CSS), introduites depuis 2023. Cette contribution, instaurée initialement par la loi de finances 2018, s'applique aux personnes physiques et morales en complément de l'impôt sur le revenu (IRPP) et de l'impôt sur les sociétés (IS).

En 2026, il ne s'agit pas d'une réforme, mais de la **poursuite d'un régime dérogatoire** désormais installé dans la durée.

**Personnes physiques :
allègement maintenu**

Taux applicable

La CSS est maintenue à un niveau réduit équivalent à **0,5 point** des revenus imposables.

Concrètement, elle correspond à :

- la différence entre l'impôt calculé avec une majoration de +0,5 point sur les tranches
- et l'impôt normal sans majoration

Période d'application

- Revenus déclarés en 2026 (non-salariés)
- Salaires et pensions versés du

1er janvier au 31 décembre 2026

Exonération

Restent exonérés :

- les contribuables percevant uniquement des salaires ou pensions
- dont le revenu net annuel ne dépasse pas **5.000 dinars**

Lecture pratique : la mesure vise clairement à **préserver le pouvoir d'achat des ménages**, notamment les classes moyennes et modestes.

**Personnes morales :
pression fiscale confirmée**

Taux de contribution

La majoration exceptionnelle est reconduite :

Taux d'IS	- CSS applicable
35% ou 40%	+4 points
20% ou 10%	+3 points

La CSS correspond à la différence entre :

- l'IS recalculé avec majoration
- et l'IS normal

Minimum de contribution

- 500 dinars (IS 35% ou 40%)
- 400 dinars (IS 20%)
- 200 dinars (IS 10%)

Champ d'application

- Bénéfices dont la déclaration intervient en 2026
- Prolongation des règles applicables depuis 2023
- **Lecture pratique** : la CSS constitue une surtaxe implicite sur les bénéfices, renforçant la contribution des entreprises au financement des équilibres sociaux.

Règles communes

Recouvrement et traitement fiscal

- La CSS n'est pas déductible de l'IRPP ou de l'IS

- Elle est recouvrée selon les mêmes modalités que l'impôt principal
- Elle est soumise aux mêmes procédures de contrôle et de contentieux

Sanctions

- Défaut ou insuffisance de retenue à la source :
- pénalité équivalente au montant non retenu
- pénalité doublée en cas de récidive sous 2 ans

Analyse rapide

- Dispositif exceptionnel reconduit pour 2026
- Allègement maintenu pour les personnes physiques
- Effort fiscal renforcé pour les entreprises
- Logique redistributive assumée
- Risque de pression accrue sur la rentabilité des sociétés

À retenir

La contribution sociale solidaire s'inscrit désormais dans une logique de stabilisation budgétaire :

- soutenir les finances sociales tout en limitant l'impact fiscal sur les ménages.

Mais sa reconduction répétée pose une question de fond :

- mesure temporaire... ou prélèvement durable ?



“A voix basse”

"A voix basse" (In A Whisper), long métrage de la réalisatrice franco-tunisienne Leyla Bouzid, sera projeté en avant-première le lundi 13 avril 2026 au Cinéma Le Louxor, dans le cadre d'une projection suivie d'une rencontre avec la réalisatrice. L'événement est organisé en partenariat avec les associations L'Usage du monde et Le Maghreb des Films.

Retenu en compétition officielle de la 21ème édition du Panorama des cinémas du Maghreb et du Moyen-Orient (PCMMO), qui se tient du 25 mars au 12 avril 2026 à Paris, ce film qui réunit à l'écran Eya Buteraa, Hiam Abbass et Marion Barbeau, suit Lilia, de retour en Tunisie pour les funérailles de son oncle. La mort soudaine et troublante de ce dernier suscite de nombreuses interrogations. Confrontée à une famille qui ignore tout de sa vie à Paris, elle entreprend de percer le mystère entourant ce décès, au cœur d'une maison habitée par trois générations de femmes.

A travers cette enquête intime, le film explore les tensions entre vérité et silence, mémoire familiale et non-dits. Le récit s'articule autour des rites funéraires et des codes sociaux qui encadrent la disparition, laissant progressivement émerger des zones d'ombre autour de la vie du défunt. En cherchant à comprendre ce qui est arrivé à son oncle, Lilia se retrouve également face à ses propres contradictions, entre quête de vérité et dissimulation.

Enregistrement d'un contrat de promesse de vente



La promesse de vente, bien qu'elle ne transfère pas la propriété, est un avant-contrat juridique puissant qui scelle l'engagement du vendeur à céder son bien et de l'acheteur à l'acquiescer selon des conditions précises. Loin d'être une simple formalité optionnelle, son enregistrement auprès du bureau de contrôle des impôts compétent est une étape impérative pour sécuriser l'investissement et éviter des complications ultérieures.

Ce qu'il faut comprendre

La **promesse de vente** est un **avant-contrat juridique** par lequel :

- le vendeur s'engage à céder un bien
- l'acheteur accepte les conditions fixées

Effet juridique :

- Ne transfère pas la propriété
- Crée une obligation ferme entre les parties

Statut fiscal :

Acte **obligatoirement soumis à enregistrement**

Pourquoi enregistrer ?

L'enregistrement permet de :

- Donner une date certaine à l'acte
- Rendre le contrat opposable aux tiers
- Sécuriser juridiquement la transaction

Indispensable pour :

- dossier de financement bancaire
- signature de la vente définitive
- gestion des litiges

Délai légal à respecter

30 jours à compter de la signature

En cas de retard :

- pénalités de retard
- amendes fiscales (Code des droits et procédures fiscaux)

Où effectuer l'enregistrement ?

Auprès du :

Bureau de contrôle des impôts compétent

Selon :

- le lieu de situation du bien
- OU
- le domicile de l'une des parties

Documents à préparer

Prévoir un dossier complet :

- Original de la promesse de vente
- Pièces d'identité (CIN / passeport / RC)
- Références du bien (titre foncier ou description précise)
- Procurations légalisées (si représentation)

Selon les cas :

- autorisation du conjoint
- documents du promoteur
- preuve de paiement d'un acompte

Coût et droits d'enregistrement

Cas 1 : Promesse simple (avec conditions suspensives)

- **Droit fixe : 15 DT / page / copie**
- Taxation finale lors de la vente définitive

Cas 2 : Promesse synallagmatique (valant vente)

- Peut être **assimilée à une vente**
- Application possible de **droits proportionnels**

Cas 3 : Acompte ou indemnité

Traitement fiscal dépend de la qualification :

- arrhes
- acompte

Procédure en 5 étapes

1. Rédaction du contrat

(parties, bien, prix, délais, conditions, clauses)

2. Signature

Déclenche le délai légal

3. Dépôt au bureau d'enregistrement

Vérification du dossier

4. Paiement des droits

Droits + timbres fiscaux

5. Récupération de l'acte enregistré

Document officiel utilisable

Points de vigilance

À ne pas négliger :

- Sous-évaluation du prix → risque de redressement fiscal
- Mauvaise qualification du contrat → risque de taxation élevée
- Dépassement du délai → pénalités automatiques
- Perte de documents → blocage administratif

Conseil : conserver

- l'acte enregistré
- le reçu de paiement

L'essentiel à retenir

- Enregistrement obligatoire
- Délai strict : 30 jours
- Coût généralement fixe et modéré
- Étape clé pour sécuriser toute transaction immobilière

Ce contenu a été généré avec l'aide de l'intelligence artificielle à des fins d'information et de vulgarisation. Il ne constitue pas un avis juridique, fiscal ou professionnel personnalisé. Pour toute décision ou situation spécifique, il est vivement recommandé de consulter un spécialiste qualifié.



Entre diplomatie sous tension, exploits technologiques et absurdités planétaires, cette semaine avait des airs de série Netflix écrite sous caféine. Le monde bouge vite. Parfois trop vite. Alors autant prendre quelques minutes pour regarder le chaos avec un peu de recul... et un sourire nerveux.

Mister W.

● La claque positive

L'Afrique accélère enfin sa révolution solaire

Pendant que certaines puissances débattent encore du coût de la transition énergétique, plusieurs pays africains passent à l'action. Cette semaine, le Maroc, le Kenya et la Namibie ont lancé de nouveaux projets solaires ambitieux pour réduire leur dépendance énergétique et électrifier des zones isolées. Ici, pas de long détour industriel : des villages adoptent directement des mini-réseaux solaires intelligents. Résultat : plus d'autonomie locale et moins d'importations énergétiques. Le Maroc vise un rôle de hub continental, le Kenya accélère, et la Namibie attire les investisseurs verts. Pendant que certains théorisent l'avenir, d'autres l'installent déjà sur leurs toits.

Et moi qui croyais que l'Afrique devait encore "rattraper son retard"... — Mister W.

● Panique à bord

Washington et Pékin rejouent la guerre froide

Les États-Unis et la Chine poursuivent leur bras de fer technologique autour des semi-conducteurs, de l'intelligence artificielle et des restrictions industrielles. Washington veut limiter l'accès chinois aux technologies stratégiques, tandis que Pékin accélère son autonomie industrielle. Cette rivalité dépasse largement les deux puissances : l'Europe hésite, les marchés s'inquiètent et les entreprises revoient leurs chaînes de production. Ironie du moment : tout le monde parle de coopération mondiale pendant que les grandes puissances se disputent le contrôle des technologies de demain. Le XXI^e siècle devait unir. Il commence à se fragmenter.

À ce rythme-là, même nos grille-pains devront bientôt choisir un camp géopolitique. — Mister W.

● L'absurde en action

Un concours de cris pour calmer le stress

Au Japon, une compétition insolite a réuni cette semaine des centaines de participants venus crier publiquement pour évacuer leur stress. Le principe : monter sur scène, hurler ses frustrations, puis repartir "soulagé". Certains ont crié contre leur patron, d'autres contre les factures ou les lundis matin. Plus étonnant encore : le succès de l'événement. Comme si notre époque, saturée de notifications, de crises et de réunions inutiles, avait besoin d'organiser officiellement le burn-out collectif. Finalement, le progrès moderne consiste peut-être simplement à crier... mais avec une meilleure acoustique.

Et moi qui pensais que les réseaux sociaux suffisaient déjà pour ça... — Mister W.

« La semaine prochaine, on reparlera peut-être d'humains raisonnables... mais ne rêvons pas trop. » MISTER W.

La Double Matérialité



Longtemps reléguée au rang de concept théorique ou de «communication verte», la **double matérialité** s'impose désormais comme le juge de paix de la performance des entreprises. Avec la pleine application de la directive CSRD, le pilotage d'une société ne peut plus se limiter à la seule lecture de son bilan financier.

Aujourd'hui, ignorer l'impact environnemental et social d'une activité (matérialité d'impact) revient à ignorer les risques financiers de demain (matérialité

financière). Pour le dirigeant, ce n'est plus seulement une question de conformité, mais une question de **survie économique** : banques et investisseurs utilisent désormais ce prisme pour séparer les modèles résilients des modèles obsolètes. Cette fiche décrypte les mécanismes de ce nouveau langage commun de la valeur.

Domaine : Reporting de Durabilité (CSRD) / Finance Durable

Comprendre le concept

La **double matérialité** est le principe fondamental qui régit

le nouveau reporting extra-financier. Contrairement à la vision traditionnelle (simple matérialité), elle exige que l'entreprise rende compte non seulement de ce qui la menace, mais aussi de ce qu'elle impacte.

A. Matérialité Financière

Elle analyse comment les enjeux de durabilité affectent la valeur de l'entreprise.

- **Risques de transition :** Impact d'une taxe carbone sur les coûts opérationnels.

- **Risques physiques** : Impact d'une inondation sur un site de production.
- **Opportunités** : Accès à de nouveaux marchés «verts».

B. Matérialité d'Impact

Elle analyse les effets négatifs ou positifs de l'entreprise sur son environnement et ses parties prenantes.

- **Environnement** : Émissions de gaz à effet de serre, consommation d'eau, déchets.
- **Social** : Conditions de travail dans la chaîne d'approvisionnement, égalité femmes-hommes.

EN BREF

- **Concept** : Obligation d'analyser les risques ESG sous deux angles complémentaires : l'impact financier sur l'entreprise et l'impact de l'entreprise sur la société.
- **Cadre Légal** : Pivot central de la directive européenne CSRD et des normes ESRS.
- **Enjeu Stratégique** : Conditionne désormais l'accès aux financements bancaires et la réputation auprès des investisseurs institutionnels.

Pourquoi est-ce crucial en 2026 ?

En cette période de clôture des premiers rapports conformes à la directive CSRD, la double matérialité transforme la comptabilité :

- **Auditabilité** : Les données extra-financières sont désormais certifiées par un tiers indépendant (Commissaire aux comptes), avec la même rigueur que les états financiers.
- **Interopérabilité** : Elle permet un alignement entre les normes européennes (ESRS) et internationales (ISSB), garantissant une lecture globale de la performance.
- **Pilotage de la valeur** : Elle permet de détecter des risques «dormants» qui n'apparaissent pas encore dans le compte de résultat classique.

Méthodologie de mise en œuvre

Le processus de déploiement suit généralement quatre étapes clés :

- **Identification** : Lister les enjeux ESG pertinents selon le secteur d'activité.

- **Évaluation** : Qualifier l'ampleur des impacts et l'importance des risques financiers.
- **Seuils de significativité** : Définir à partir de quel niveau un enjeu devient «matériel» (doit être publié).
- **Gouvernance** : Intégration des résultats dans la stratégie globale et validation par le Conseil d'Administration.

L'ÉQUATION À RETENIR : Double Matérialité = Risques subis (Finances) + Impacts générés (Société/Nature)

Ce contenu a été généré avec l'aide de l'intelligence artificielle à des fins d'information et de vulgarisation. Il ne constitue pas un avis juridique, fiscal ou professionnel personnalisé. Pour toute décision ou situation spécifique, il est vivement recommandé de consulter un spécialiste qualifié.



BBA



RÉPUBLIQUE DU BONHEUR ÉCONOMIQUE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE COMPORTEMENTALE

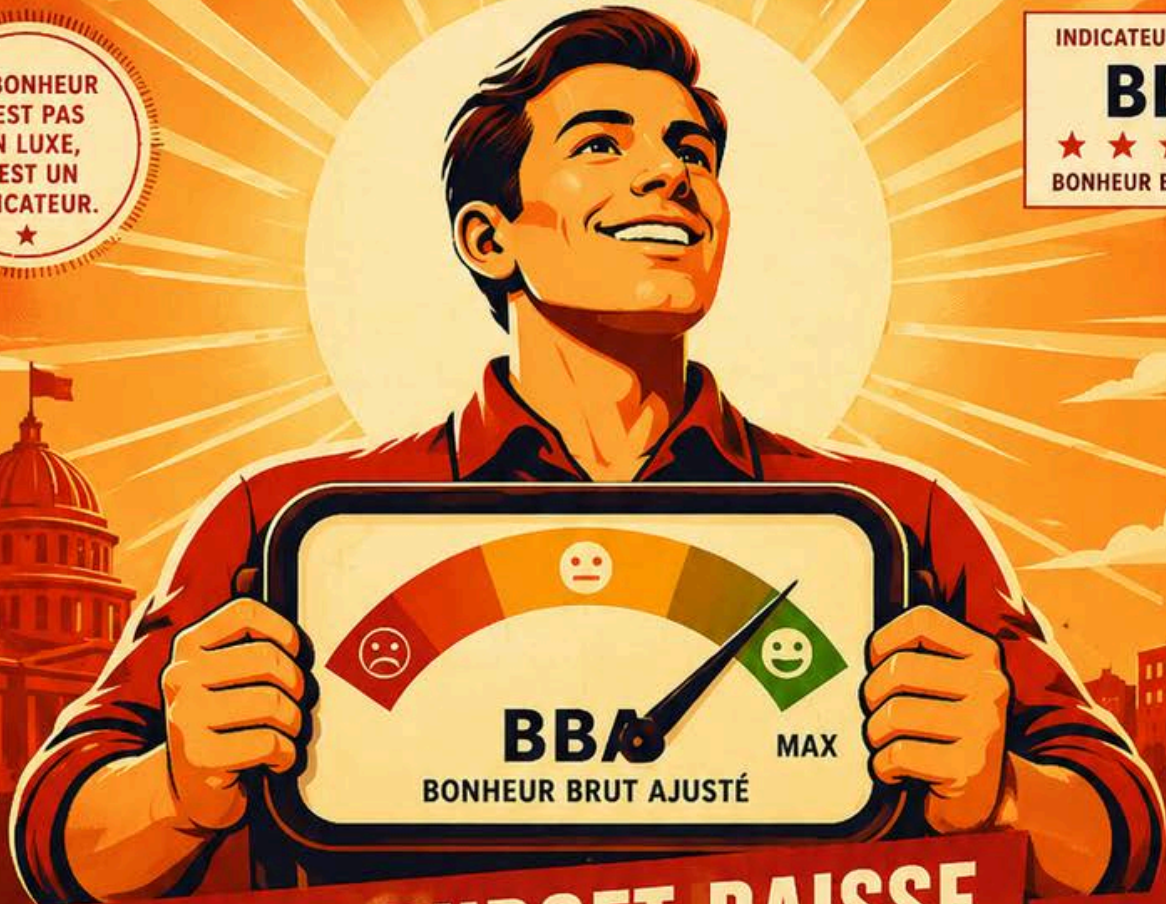
LE BONHEUR
N'EST PAS
UN LUXE,
C'EST UN
INDICATEUR.



INDICATEUR NATIONAL

BBA

★ ★ ★ ★ ★
BONHEUR BRUT AJUSTÉ



QUAND LE BUDGET BAISSE, LE BONHEUR S'AJUSTE.



Le Ministère de l'Économie Comportementale annonce la création d'un nouveau coefficient BBA destiné à mesurer la capacité des citoyens à rester confiants pendant les périodes de prix variables, de formulaires extensibles et de réformes pédagogiques. Toute baisse de pouvoir d'achat sera désormais compensée par une hausse officielle de l'optimisme statistique.

ET VOUS, COMBIEN DE POINTS DE BONHEUR ÊTES-VOUS PRÊT À AJUSTER CE MOIS-CI ?



PATIENCE
CITOYENNE



BONNE HUMEUR
ADMINISTRATIVE



TOLÉRANCE
AUX RÉFORMES



RÉSILIENCE FACE
À L'INFLATION



OPTIMISME
CERTIFIÉ



Parc du Belvédère |

Un projet de rénovation sera lancé pour moderniser le poumon vert de Tunis



Le Parc du Belvédère de Tunis véritable institution historique et cœur battant de la capitale tunisienne, s'apprête à vivre une transformation majeure. La municipalité de Tunis a officiellement approuvé un projet final d'aménagement des espaces animaliers.

Cette initiative vise non seulement à moderniser le zoo de Tunis, mais aussi à répondre aux attentes croissantes, des visiteurs et des amis du Belvédère en matière de bien-être animal et de protection de l'environnement.

Inauguré au début du XXe siècle, le zoo du Belvédère nécessite aujourd'hui une réhabilitation profonde. Les autorités ont confirmé, un projet de

modernisation ambitieux pour le Zoo de Tunis à travers plusieurs aménagements clés destinés à transformer l'expérience des visiteurs.

La municipalité de Tunis a précisé dans un communiqué paru le 24 février 2026, que les principales travaux de rénovations concerneront de nouveaux habitats pour les animaux du zoo à travers la création d'un enclos moderne pour les lions et extension des espaces dédiés aux félins et aux singes.

Un pont en bois surplombant l'enclos des crocodiles sera construit pour une observation sécurisée et spectaculaire en plus d'aménagement de nouvelles allées internes et d'espaces de détente végétalisés.

“L'ambition est de faire que le Zoo de Tunis se transforme, au-delà d'une simple exposition animale, en un espace interactif et éducatif respectant les normes internationales.”

Ses actions seront menés afin de favoriser le confort des visiteurs et donner une sensation plus immersive et sécurisée. L'ambition est de faire que le Zoo de Tunis se transforme au delà d'une simple exposition animale à un espace interactif et éducatif, tout en respectant les normes internationales de détention.

Actions citoyennes qui ont soutenu le déclenchement du projet de la modernisation du Parc Belvédère de Tunis

La rénovation voit le jour, entres autres grâce à une mobilisation citoyenne exemplaire. Dernièrement, La mort tragique

de l'éléphante Baby a agi comme un électrochoc sur l'opinion publique. Une pétition, ayant recueilli plus de 5 000 signatures, a pointé du doigt des décennies de sous-investissement et l'inadaptation des structures actuelles en milieu urbain, au coeur de Tunis.



“Le charançon rouge a décimé une grande partie des palmiers, faisant passer la palmeraie d'environ 2 500 pieds à seulement 500 pieds en l'espace d'une décennie.”

Face à cette pression, la municipalité a choisi la voie de la réforme. Le projet s'inscrit désormais dans une démarche de développement durable, visant à concilier attractivité touristique et respect de la biodiversité.

Un défi écologique face au changement climatique

Au-delà des enclos, c'est l'ensemble des 10 hectares du parc qui est en jeu. L'Association des Amis du Belvédère (AAB) souligne l'urgence de protéger ce patrimoine fragile. Emna Cherfi, membre de L'AAB a expliqué dans ce sens, dans une intervention à la

radio nationale tunisienne que le parc fait face à des défis de taille.

La palmeraie fait aujourd'hui face à de multiples menaces qui compromettent son équilibre écologique. Le stress hydrique, aggravé par une sécheresse persistante, fragilise une flore centenaire déjà vulnérable.

À cela s'ajoute la prolifération de nuisibles, notamment le charançon rouge, qui a décimé une grande partie des palmiers au parc de Tunis, d'environ 2500 pieds en 500 pieds, en l'espace d'une décennie. Enfin, la gestion des déchets demeure un enjeu majeur, la responsabilité humaine étant essentielle pour préserver la propreté et la pérennité de ce véritable poumon vert.



“La mort tragique de l'éléphante Baby a agi comme un électrochoc sur l'opinion publique, forçant la municipalité à choisir la voie de la réforme.”

Un calendrier précis du programme de modernisation n'a pas encore été dévoilé par la municipalité de Tunis, mais l'espoir demeure que le futur Parc du Belvédère s'érigerait en modèle de résilience urbaine, valorisant le patrimoine tout en respectant l'environnement et la faune.

Tekiano.com

en bref

- **Validation Officielle :** La municipalité de Tunis a approuvé le projet final de rénovation du Parc du Belvédère et de son zoo.
- **Modernisation du Zoo :** Création d'enclos modernes pour lions, extension pour félins/singes, et construction d'un pont en bois au-dessus des crocodiles.
- **Pression Citoyenne :** La mobilisation après la mort de l'éléphante Baby (pétition de 5 000 signatures) a été le catalyseur du projet.
- **Urgence Écologique :** La palmeraie est dévastée, passant de 2 500 à 500 palmiers en 10 ans à cause du charançon rouge et de la sécheresse.
- **Objectif Durable :** Transformer le parc en un modèle de résilience urbaine et d'éducation à l'environnement, aux normes internationales.



Le Message de Carthage

• Note interne des archives de Byrsa •

LES SCRIBES ANNONCENT
UNE NOUVELLE INTELLIGENCE
GRAVÉE SUR TABLETTE.

ELLE CALCULE LES TAXES,
PRÉDIT ROME ET CORRIGE
LES SÉNATEURS.

LE SÉNAT S'EN RÉJOUIT :
ENFIN UN ORACLE QUI NE
DEMANDE PAS DE SALAIRE.

AI PUNICA



PRÉDICTION :
ROME
DÉFAITE
PROBABLE
68%



SERVICE DES SCRIBES
ET
VÉRITÉS APPROXIMATIVES



#ByrsaIA



Dessinez-moi le monde



femme du prochain, envier le dernier 4x4 du copain, avoir les yeux plus gros que le ventre... sont des pratiques que vous et moi pratiquons au quotidien.

En politique, quand on commence à pousser, sinon tenter, de pousser ses limites chez le voisin, il fut un temps où l'on appelait cela de la colonisation. Des guerres, quelques crises économiques, quelques crises ou spectres de crises alimentaires plus tard, cela s'appelle d'une manière chic et élégante la location de concessions agricoles. Je ne sais pas si le fait que quand j'étais plus jeune, je faisais partie de ceux qui jouaient plus à «Richesses du monde» qu'à «Monopoly» y est pour quelque chose. En tout cas, le dernier jeu à la mode est celui de repousser les «frontières transcontinentales».

Quand j'étais plus jeune, j'aimais lire St Exupéry et me prenais quelques fois pour «Le Petit Prince», m'imaginant bien entendu plus princesse que prince. Je demandais innocemment «Dessine-moi un mouton...». Souvent, après quelques lignes, je m'endormais aussi vite par insouciance due à mon jeune âge.

Des années plus tard, avec la perte de mes illusions, j'ai non

seulement envie, mais besoin aussi –et d'urgence– de revoir mon atlas du monde. Il me faut non seulement relire mes manuels d'histoire, mais demander à mon géopoliticien: «s'il te plaît, redessine-moi le monde».

Dans la pratique, il est de tradition de contempler ce qui se passe chez les autres. Loucher sur l'assiette du voisin au restaurant est une pratique courante. Zyeuter la

Dans la vraie vie, la recherche effrénée de terres arables pousse l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à mettre en garde contre les risques de «néocolonialisme». Le quotidien britannique The Guardian affirme que la flambée des prix alimentaires à l'échelle mondiale a d'ores et déjà déclenché une deuxième «ruée» vers l'Afrique, certains pays riches dépendant

ou pas des importations veulent «externaliser» leur production alimentaire nationale en prenant le contrôle d'exploitations agricoles à l'étranger. L'ONG Grain dresse une liste de pays «accapareurs» de terres qui chercheraient à garantir à leurs populations leurs nourritures, mais pas seulement. L'ONG cite, entre autres : l'Arabie Saoudite, le Japon, la Chine, l'Inde, la Corée, la Libye et l'Égypte....

A titre d'exemple, Daewoo Logistics, un groupe sud-coréen, a conclu avec le gouvernement malgache un accord portant sur la location de 1,3 million d'hectares de terres pour 99 ans. La superficie représente la moitié des terres arables de la grande île et la firme prévoit de produire 500.000 tonnes par an d'huile de palme dans la partie est de Madagascar, et 4 millions de tonnes par an de maïs dans la zone ouest où la location porte sur un million d'hectares.

Ce pays asiatique est 4ème producteur mondiale de maïs et désormais il faudra compter avec son maïs cultivé en Afrique.

Quand j'étais lycéenne, on présentait les fiches pays par superficie, proportion des terres arables, production... Je me demande, du coup, comment les manuels vont comptabiliser cette production. Comment vont-ils comptabiliser ces extensions

géographiques ?

Comment vont être comptabilisées ces productions ? Les terres arables de la Corée plafonnent à 24%, celles de la Chine à 16%, du Japon à 12%, du Bahreïn à 2,8%...

Mais qu'est-ce à dire ? L'exploitation des terres agricoles en Afrique par d'autres pays et par les multinationales étrangères pose aussi le droit à la propriété foncière. L'Afrique souffre. Elle souffre depuis longtemps et devient la scène où tout se joue, sur fond de crise, de panique, de recherche de survie, sinon de profits. Non pas que l'accaparement des terres n'existe pas depuis des siècles. Cela, je m'en souviens encore.

D'ailleurs, durant mon adolescence, il me plaisait de rêver un monde sans frontières, où régnerait une sorte de «Peace and Love» généreux et balayant toutes les inégalités. J'ai vite désenchanté et compris que mon petit prince se devait de dessiner le monde «de brutes» tel qu'il était. Je ne peux oublier que la découverte de l'Amérique a conduit à l'exclusion des communautés indigènes que l'on connaît, alors que d'autres se sont aussi emparés des territoires occupés par les Maoris en Nouvelle Zélande ou les Zoulous en Afrique du Sud.

L'Égypte, selon la presse du pays des pharaons, s'apprêtait à cultiver du blé pour sa propre consommation sur des terres ougandaises. La Jordanie a annoncé que son pays allait produire des aliments pour ses concitoyens sur des terres que lui avait attribuées Khartoum. L'Arabie saoudite «qui a renoncé, pour des raisons de coûts, à produire sur son territoire des céréales dont elle était devenue exportatrice sur le marché mondial», est aussi fortement intéressée. La pratique commence à s'étendre et la liste des pays qui ont ses visées s'allonge tous les jours.

Selon différentes sources, depuis mars 2008, la recherche de terres agricoles fertiles dans des pays comme l'Ouganda, le Brésil, le Cambodge, le Soudan et le Pakistan vont bon train. Cela s'appelle un échange de bons, mais lointains voisinages.

*Amel Belhadj Ali
(17 décembre 2008)*

MyBIATCorporate

Conçue avec vous, pour vous

— Pour ceux qui savent que la maîtrise est la clé de la réussite

MyBIATCorporate est la nouvelle offre digitale conçue **sur mesure** pour répondre aux besoins des entreprises et des Groupes d'affaires.

Parfaitement sécurisée, **MyBIATCorporate** est une offre évolutive continuellement enrichie par de nouvelles fonctionnalités inspirées aussi bien par notre clientèle Entreprises que par les meilleures pratiques internationales.

www.mybiat-corporate.tn



Disponible sur App Store, Playstore et Huawei AppGallery



Engagés
avec vous

BIAT



Kia EV6. 100% électrique.



Movement that inspires

CITY CARS S.A/ CONCESSIONNAIRE Kia / 31, Rue des Usines ZI la Goulette-Kram/Tél : (216) 36 406 200.

Rejoignez nous sur nos pages :

